COURANT ★ ALTERNATIF

courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 270 | MAI 2017 | 3€

- L'ALLEMAGNE VUE D'EN BAS
- NOUVEAUX EXPLOITÉS, NOUVELLES LUTTES
- PAYS BASQUE : 50 ANS AVEC ETA
- LA RÉVOLUTION RUSSE A 100 ANS (4)

Ni pétainiste ni socialiste



pognoniste !

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 81213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé à Nantes

La maquette à Poitiers

La commission journal du numéro d'été aura lieu dans l'Aube

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

☐ 10 numéros + hors séries	30 euros
☐ Sans les hors séries	25 euros
☐ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
☐ En soutien	+ de 30 euros
☐ À l'essai (3 numéros)	5 euros
☐ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@riseup.net

LIMOUSIN
ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

PERIGORD/QUERCY
ocl2446@yahoo.fr

POITOU-CHARENTES
• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
• Lyon : "courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net
• Valence :
ocl-valence@riseup.net

SUD-EST
Grasse : ocl.sudest@gmail.com

CONTACTS
Figeac, passer par
oclibertaire@hotmail.com





ÉDITO ▸ PAGE 3

SOCIAL

▸ PAGE 4-5 Nouvelles économies, nouvelles luttes

▸ PAGE 6-7 Allia, quand des ouvriers tiennent tête à une multinationale

▸ PAGE 8 Suicides et restructurations à la SNCF

▸ PAGE 9 Non au démantèlement de la cité jardin à Chatenay Malabry

▸ PAGE 10 Ni peste ni choléra, ni patrie ni patrons, ni Le Pen ni Macron (OCL)

LIRE SANS ÉLIRE ▸ PAGE 11

ANTINUCLÉAIRE

▸ PAGE 12 - 13 faisabilité technique du démantèlement des installations nucléaires

VERTEMENT ÉCOLO ▸ PAGE 14

LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALES

▸ PAGE 15-16 *Pays basque* : Si le désarmement permet la paix, ce n'est pas encore la paix

▸ PAGE 16-17 ETA, 50 ans qui ont marqué la vie politique au Pays Basque

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ▸ PAGE 18

NOTRE MÉMOIRE: LA RÉVOLUTION RUSSE A 100 ANS (4)

▸ PAGE 19 à 23 Les femmes dans la révolution russe (A. Kollontaï)

BIG BROTHER ▸ PAGE 10 à 11

INTERNATIONAL

▸ PAGE 26 À 32 L'Allemagne vue d'en bas

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

http://www.oclibertaire.lautre.net/

COURANT ALTERNATIF
mai 2017
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé



Ni patrie ni patron, ni Macron ni Le Pen

Quelque soit le résultat final des élections, présidentielles et législatives, la situation est inédite. Le parti socialiste, qui a imposé une gestion libérale à coups de 49.3 pendant cinq ans à son électorat populaire, a vu son candidat Hamon écrasé. Ses leaders se sont débandés pour rejoindre le ni-droite, ni-gauche de Macron, dans une continuité assumée: « Libérer la croissance! ».... Macron a tout pour rassurer ministres et députés socialistes, après avoir bien contribué aux mesures sociales de la présidence Hollande (loi Macron sur l'épargne salariale, CIC, travail du dimanche, zones touristiques internationales avec travail de nuit ou le dimanche, cars Macron et ouverture à la concurrence avec le rail, loi Travail..). L'éventail des soutiens à Macron et En Marche!, de Madellin ancien du groupe d'extrême-droite Occident, à Robert Hue ancien secrétaire du PCF, indique le consensus de la classe politique autour de l'essentiel: la continuité d'un capitalisme agressif et le recul des conditions de vie des plus pauvres.

Cette loi Travail, rejetée par l'opinion et combattue pendant quatre mois, qui vise à compliquer les résistances sociales face à un libéralisme économique insatiable, a en fait scellé le rejet du PS et l'addition se règle aujourd'hui. Le PS est arrivé à un stade avancé de décomposition, comme *le poisson (qui) pourrit par la tête*. Depuis longtemps il n'était qu'une juxtaposition d'écuries présidentielles - appelées «courants» pour donner l'impression d'un débat interne - censées propulser leurs chefs respectifs aux commandes du parti, puis dans la course électorale. Le sauve-qui-peut général, qui s'est emparé des politiciens professionnels inquiets de la tournure des évènements, et de dérapages incontrôlés de l'électorat vers de nouveaux horizons, les a finalement presque tous jetés dans les bras du troisième larron de la fable.

Le candidat de la droite, d'abord promis à une victoire facile puis plombé par les mises en accusation, a lui aussi chuté. Mais en restant à un niveau élevé de votes, il éclaire la tolérance, partisane et cynique, à l'égard du chef. La corruption des politiciens français au plus haut niveau, que démontre l'affaire Fillon (sans parler de la démission du ministre de l'intérieur Leroux, ou des costards Arnys de Moscovici..!) indique à quel point la frénésie financière et libérale s'est transmise aux politiciens français, et depuis longtemps.

L'événement du premier tour est aussi la montée de Mélenchon, à la gauche de l'échiquier politique à presque 20 %, et ce malgré le matraquage médiatique taxant de populisme rétrograde et d'irréalisme ses propositions. Le conditionnement de la subjectivité ambiante aurait-il des ratés ? Critiquer Bruxelles ne serait donc plus synonyme de proximité avec l'extrême-droite! L'imposition à toute l'Europe des conditions de vie allemandes (à lire le long article p.26 sur la situation outre-Rhin) derrière la locomotive économique de l'UE, ses excédents budgétaires records, son dumping social et ses six millions d'habitants sous le seuil de pauvreté, mérite d'être combattue (1), malgré toutes les réserves à faire au *leader maximo* cocardier.

La percée du parti de Mélenchon, à gauche du PS, répond en miroir à la confirmation du FN, à droite des Républicains. Les laissés pour compte des mutations accélérées du capitalisme, victimes de l'incurie des politiques à améliorer leurs conditions de vie depuis tant d'années et gavés de promesses électorales non-tenues, ont-ils réagi d'abord en soutenant des candidats extérieurs au jeu traditionnel, revendiquant une autre rationalité contre les experts et les moralistes à deux balles, qui veulent toujours leur dire quoi penser de façon politiquement correcte ? Comme pour Macron, à qui de nombreuses badernes politiciennes prédisaient qu'avec son inexpérience, il ferait psschittt! Et qui, à 39 ans, grille la politesse aux copains de la file d'attente! Les tranchées, c'est fini, comme en 17 la mutinerie est à l'ordre du jour.

Les affaires de Fillon ont probablement contribué à cette exaspération croissante que traduit ce vote étonnant, au moment où l'économie repart, où les bénéfices des multinationales et des banques atteignent de nouveau des records sans précédent, tout comme les salaires des dirigeants... et où les conditions de travail se dégradent sous la pression de la hiérarchie, alors que les salaires stagnent au nom de la saine gestion des entreprises et des administrations. Les conflits sociaux (et même la mobilisation de populations entières comme en Guyane) se multiplient ces derniers mois dans les entreprises, les services publics et les administrations, mais aussi le désespoir de certains qui préfèrent se suicider sous la pression des chefs, comme à la Poste ou la SNCF (à lire le bref récit sur les conditions du suicide du délégué syndical cheminot Edouard Postal).

Nous entrons dans cette escalade de conflits, sous la pression d'impasses économiques, environnementales, sociales à l'échelle globale. La situation hexagonale et ses résultats électoraux ne font que refléter une brutalité croissante internationale, avec sa cohorte de présidents allumés et de chefs militaires désinhibés. La facilité, non-dénuée de calculs politiciens intérieurs, avec laquelle Trump arrose de missiles une base syrienne, teste une bombe phénoménale dans les montagnes afghanes ou dispose une escadre face à la Corée du Nord, indique le niveau de violence «acceptable» dans les relations internationales, pour tenter d'optimiser la rentabilité du budget «guerre». Ce n'est pas un hasard si les thèmes du service militaire, de la défense européenne, de l'augmentation du budget «défense» reviennent dans le débat hexagonal, s'ajoutant à l'anti-terrorisme militarisé et omniprésent. Les positions interventionnistes de l'Etat français en Afrique et au Moyen-Orient, qui nous valent des tentatives d'attentats récurrentes, correspondent à un créneau associé aux industries d'armement, délaissé actuellement par les autres membres de l'UE. Il serait urgent qu'un mouvement anti militariste, quelque peu éffacé depuis la fin de la conscription, revienne au premier plan de l'actualité hexagonale. Laisser les hommes d'affaires et les banquiers jouer avec le feu, ne peut que nous apporter catastrophes, surveillance et oppression supplémentaires.

Nantes, le 26 avril.

(1) Contrairement à d'autres pays européens, la France a connu régulièrement des mouvements sociaux d'ampleur qui ont parfois rejeté les mesures libérales concoctées par la droite, ou la gauche. Le hors-série de Courant Alternatif n°20 - janvier 2017, regroupe ainsi des articles sur « 35 ans de luttes sociales », depuis les résistances des sidérurgistes lorrains en 78/84, jusqu'aux mobilisations contre la réforme Woerth des retraites en 2010 ou la loi Travail en 2016, en passant par l'hiver 95, ou les banlieues et le CPE en 2005-2006. Il reprend articles et analyses parues lors de ces mobilisations. Numéro disponible en écrivant à l'Egregore, Reims.

Nouvelles économies, nouvelles luttes

Dans Courant Alternatif du mois d'avril, nous traitions de l'Ubérisation du travail, phénomène dans lequel les nouvelles technologies renouent avec les plus vieilles formes d'exploitation. L'Egregore (1) s'est entretenu dans une de ses émissions avec Jérôme Pimot, animateur du collectif U LIVE (Union des Livreurs a Vélo Engagés) sur la condition de ces nouveaux exploités, et surtout et c'est tant mieux, sur les moyens pour eux de lutter et faire valoir leurs droits.



Travailleurs d'UBER en lutte

L'Egregore : Tu as commencé à bosser comme livreur au tout début de l'apparition des plates formes de livraison et ton expérience t'a amené à la participation et à la création de collectifs de luttes. Est ce que tu peux nous en dire plus ?

Jérome: Pour faire un petit peu d'histoire au-delà de mon cas personnel, c'est que la situation actuelle, bref ce que l'on vit aujourd'hui dans l'auto-entreprenariat de masse et surtout dans l'abus de ce statut, c'est ni plus ni moins que le retour du travail à la tache du 19eme siècle. Les patrons mettaient en valeur la notion de liberté, la liberté de pouvoir bosser un petit peu quand on voulait, comme on voulait. Mais en fait ils nous parlaient de liberté au lieu de parler de libéralisme, le bon vieux libéralisme de la révolution française, la révolution bourgeoise, qui établissait le travail comme un contrat entre deux individus égaux en statut et en droit.

Aujourd'hui ce ne sont plus des bourgeois qui nous parlent de liberté, mais des plates formes numériques. Des plates formes qui décident de tout : uniforme, horaires, procès de travail etc…

Ce qui les place dans une situation d'hyper prédation. Et quand on sait ce qu'est aujourd'hui la situation au travail, on imagine les dégâts.

Pour lutter il nous a fallu recréer du collectif, du syndicalisme de base en fait comme dans les premiers temps du salariat. Alors évidemment ce n'est pas facile parce que pour la plupart des livreurs à vélo, les syndicats c'est un truc de vieux avec des moustaches, avec un mégot, avec une chasuble de la CGT. Mais devant l'exploitation et l'obligation d'avoir un rapport de forces, nous avons dû nous organiser, voila comment se sont créés les premiers collectifs locaux et ensuite s'est constitué un collectif à l'échelon nationale, France U LIVE (Union des Livreurs à Vélo Engagés) .

L'Egregore : Ce que nous voyons comme intérêt, dans ce que tu décris, c'est la permanence de la dynamique historique de l'exploitation qui nous ramène actuellement quasiment à l'embauche sur le tas en place de grève et la rencontre avec une population plutôt jeune, avec une culture urbaine (les technologies numériques) voire parfois celle du biking (2), avec une culture de la liberté qui apparait comme étant La modernité.

Comment as tu pris conscience de ton exploitation et de ta capacité à lutter ?*Jérôme* : Alors moi j'étais pas du tout politisé avant ; pour te donner un élément pour saisir l'évolution, si je compare trois, quatre ans plus tôt avec UBER , les chauffeurs VTC étaient plutôt contents de leurs statuts, c'était au contraire les taxis qui manifestaient. Les chauffeurs VTC allaient aux contre-manifs payées grassement par UBER, à 100 euros la journée, pour défendre leurs pratiques.

Moi, je me suis retrouvé là-dedans en 2014 parce que je voulais juste gagner ma vie en faisant du vélo. Je voulais aussi décarboner mon mode de vie. On était une petite quinzaine sur Paris à rentrer dans ce type de plate-forme et il n'y en avait qu'une, « Toc, Toc, Toc ».

Rapidement je me suis rendu compte que la façon dont on me demandait de travailler n'était pas aussi libre que ce que l'on m'avait présenté au départ. Il y avait des sanctions, des obligations, pas mal de contraintes en fait et puis les rémunérations ne correspondaient pas. J'en ai alors parlé à un juriste qui, après examen de mon contrat, m'a fait remarquer que les conditions imposées relevaient d un contrat de type salarial.

C'est fondamental pour moi, je ne suis pas sur une critique idéologique du problème. Le salariat ou l'indépendance, ce ne sont pas des choix, ce sont des faits établis sur une jurisprudence et une règle. Le code du travail explique que la forme du travail sur les plates formes (de livraison ndc) relève bien du salariat. On a beau nous abreuver de liberté, de coolitude, etc.…On est juste des salariés déguisés, je ne lutte pas pour revendiquer un salariat à 35 heures payé au SMIC mais déjà pour récupérer ma liberté. Cette liberté qu'on nous vend ou plutôt qu'on nous loue, mais pour ça il va falloir un sacré rapport de force.

L'Egregore : Tu as bien raison de spécifier que nous ne sommes pas sur une critique idéologique en dénonçant le statut d'indépendant, mais plutôt sur le fait de pointer la contradiction suivante: on nous fait croire que les livreurs sont libres et indépendants, alors qu'il y a un rapport de subordination et donc d'exploitation.

(1) L'Egregore c'est l'excellente émission du groupe de l'OCL de Reims diffusée sur Radio Primitive, Canal Sud et L'Eko des Guarrigues. On peut retrouver toutes les émissions sur le site de l'OCL et sur le site d'Arte Radio/L'Egregore.

(2) Le biking est une culture liée au cyclisme en ville particulièrement développée dans les grandes métropoles saturées de bagnoles (New York, Londres). Elle associe performances sportives, prises de risques dans le trafic urbain et débrouille. Les coursiers à vélo sont emblématiques de cette culture.

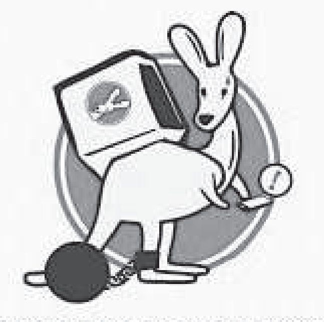
Une exploitation individuelle, mais aussi une exploitation collective, car lorsque les travailleurs des plates-formes ont des pépins (maladies, accidents pour les livreurs à vélo par exemple) c'est l'ensemble de la société qui les prend en charge. C'est le fonctionnement capitaliste parfait: privatisation des profits, socialisation des pertes.

Jérome : Ben ouais, aujourd'hui tout le monde sait que c'est de l'exploitation! Les livreurs bien sûr essayent de faire avec. Evidemment on peut aller bosser pour des plates-formes mais il faut y aller conscient de la chose suivante: aujourd'hui les contrats vont être requalifiés et si vous y allez, allez-y avec des billes pour attaquer les plates formes, parce que c'est comme ça que vous gagnerez de l'argent, certainement pas en faisant des bornes à vélo.

L'Egrégore : Alors concrètement quand tu as décidé de t'organiser, comment ça s'est passé ? Tu es allé voir les syndicats ? Comment s'est passée la rencontre ?

Jérome : J 'ai réussi à rencontrer des membres de la CGT sur Paris qui animaient des syndicats proches des mêmes problématiques comme par exemple le service à la personne. Le problème, c'est que les statuts de la CGT ne sont pas adaptés à la forme travailleur indépendant, il a donc fallu remédier à cela. De toute façon on avait pas le choix parce qu'en face nos adversaires ont des moyens énormes. La syndicalisation, c'était une manière de lutter à armes égales en s'appuyant sur les ressources des syndicats, sur des moyens juridiques et financiers.

L'Egregore : C'est quoi la journée-type d'un livreur à vélo? C'est le quotidien de l'exploitation d'un travailleur d'une plate-forme numérique? Quels exemples pourrais tu donner?



Jérome : D'abord il faut comprendre qu'une plate-forme qui arrive sur un marché n'amène rien, ce sont les livreurs qui assurent les commandes et surtout la visibilité en portant les uniformes. Au départ il y a une stratégie de séduction: la plate forme te paye correctement, minimum garanti, etc… pour attirer les mecs dans le métier ; venez faire du vélo, c'est cool, vous allez gagner 15 à 20 euros de l'heure. Au départ, à mon arrivée chez Deliveroo on était une quinzaine, comme chez *Take it Easy*. Mais au bout de quelques mois les livreurs sont plus nombreux, et comme c'est plus facile d'avoir des coursiers que des commandes et des clients, les revenus baissent parce que les mecs sont payés que quand ils sont en course. Résultat, plus ça va, moins tu gagnes ; ça revient à travailler plus pour gagner moins, car tu peux passer toute la journée à attendre le taf et surtout tu fermes ta gueule parce qu'il n'y a pas de droit. Ainsi tous les mecs qui montent des collectifs en province se mangent la répression en étant par exemple déconnectés de la plate forme et donc privés de boulot.

L'Egregore : Effectivement ce mythe de la liberté et de l'auto-entreprenariat s'effondre assez rapidement, tu te rends compte en fait qu'un patron, tu en as un, il fait 10 sur 15 cm, c'est ton téléphone dans ta poche...

Jérome : ...Et sur le dos déjà avec ta glacière de 7 kilos aux couleurs de la plate forme, et puis ça ne s'arrête jamais avec la connexion permanente, les métadonnées et leur commerce. Tu es tout le temps sous surveillance. On l'a vu avec UBER qui trace les clients même après la déconnexion, même en dehors de la course. C'est pire que de bosser dans le bureau juste à côté de celui de ton patron. La liberté ?…Pfff! Faut arrêter! C'est la liberté de se faire enfler quand tu veux.

L'Egregore : Et alors quelles armes, quels moyens pouvez vous utiliser pour lutter ?

Jérome : Pour le moment on a bricolé, mais avec la syndicalisation on va passer à une autre échelle Et puis on va retourner les armes contre ceux qui nous exploitent. On va utiliser le numérique pour se le réapproprier et le transformer en outil pour lutter avec les réseaux sociaux, avec des applis, avec des forums de discussions etc. Tout ça pour faire comprendre la nécessité et la justesse de notre combat. En trois années avec la vitesse du numérique et le cynisme des plate-formes évidemment la situation a vachement évolué. Par exemple en Angleterre, berceau du libéralisme, les mecs ont réussi à organiser une grève, en plein cœur de la City.

L'Egregore : Alors pour conclure, comment vois tu la suite? Comment faire pour que cette forme de travail - la livraison à vélo - et la culture qui y est associée - le biking - puissent cohabiter avec des formes d'exploitation, je dirais plus raisonnables si j'ose ?

Jérome : Assez rapidement on m'a accusé de vouloir casser le business, en affirmant que si nous obtenions la requalification des contrats, alors les plate-formes allaient couler et tout le monde se retrouverait au chômage. Ben, oui! C'est vrai et c'est tant mieux. Mais en travaillant sur le sujet j'ai approché et compris les notions d'économie sociale et solidaire, et par ce biais j'ai découvert des formes d'organisation de l'entreprise comme les SCOP ou, pour ce qui nous intéresse, des Coopératives d'Intérêt Collectif, ce qui me paraît être la forme la plus appropriée pour respecter la liberté de chacun, la démocratie à l'intérieur de la structure et en même temps la garantie des droits. Voilà une forme qui pourrait être une bonne alternative pour notre métier car c'en est un, de métier. Et puis cette année, alors que la Mairie de Paris proclamait son ambition d'être à la fois la capitale du vélo et celle de l'économie sociale et solidaire, nous, on va les mettre devant leurs responsabilités et si on y arrive pas, c'est qu'on est vraiment des branques.

Contact : Page Facebook ULIVE



syndicat londonien deliveroo

Allia : Quand des ouvriers tiennent tête à une multinationale

Ils sont 257 salariés des usines Allia de la Villeneuve-au-Chêne (82) dans l’Aube et de Digoin* (175), en Saône-et-Loire, menacés de fermeture de leurs entreprises. Les salariés des 2 usines de fabrication de toilettes en céramique ont appris en mai 2016 l’annonce de la fermeture de leur usine par le groupe suisse Geberit (12 000 salariés, 35 sites de production - 29 en Europe et 6 à l’international -) qui avait racheté la société il y a près en février 2015. Ce dernier a évoqué un motif économique, *«une baisse d’un tiers du marché des céramiques sanitaires en 10 ans et un cumul de perte de 30 millions d’euros depuis 2011»*, que contestent les employés : *«Actuellement, nous avons beaucoup de commandes. L’entreprise est obligée de faire appel à des intérimaires alors qu’on nous dit qu’il n’y a plus de travail»*.



PSE en cours depuis le 15 septembre 2016

Annoncée en mai, cette liquidation programmée a suscité une violente réaction des ouvriers et des élus et de toute la population locale : marches de soutien et manifestations avec, notamment une mobimisation à Digoin en juillet 2016 une marche de soutien aux salariés de l’usine Allia de la Villeneuve-au-Chêne en septembre (400 personnes), un rassemblement de 400 personnes devant le siège du groupe Geberit en Suisse fin octobre, une manifestation le devant le conseil des prud’hommes de Troyes début décembre, une grève avec blocage de l’usine de Digoin pendant 16 jours en décembre, avec la participation d’ouvriers de la Villeneuve-au-Chêne, puis sur les 2 sites début janvier, une manifestation le 16 janvier 2017 devant le siège de l’entreprise en Seine-et-Marne…

Sourde à toute négociation, la direction d’Allia a néanmoins enclenché, dès le 15 septembre, le plan de sauvegarde de l’emploi (PSE), lançant ainsi la procédure légale de quatre mois avant la fermeture des usines. Engagée dans un bras de fer, l’intersyndicale contre-attaquait, en demandant à la section industrie du conseil des prud’hommes de Troyes la requalification de treize intérimaires en contrat à durée indéterminée (CDI) au motif qu’ils occupent depuis des mois des postes clés sans lesquels *«l’usine de la Villeneuve-a-Chêne ne tournerait pas»*.

Les salariés d’Allia ont gagné une première victoire en obtenant lors du comité central d’entreprise du 16 janvier 2017, la suspension de ce PSE, pour un vice de procédure.

Selon les ouvriers, le plan de sauvegarde de l’emploi (PSE) qui prévoyait le licenciement de 257 personnes est aujourd’hui caduc : *«Le ministère du Travail et celui de l’Industrie ont indiqué à la direction que le plan social devait être repris»*, souligne l’avocat des salariés, qui pointe du doigt de *«nombreuses erreurs de procédure »*. *« Si jamais la direction était assez folle pour présenter ce plan, il ne pourrait pas être homologué. Et s’il devait l’être, le premier tribunal venu le retoquerait»*. *«Si la direction reprenait son plan de sauvegarde à zéro, la procédure serait rallongée de plusieurs mois. Nous pourrions repartir jusqu’à Noël»*, avance le porte-parole de l’intersyndicale.

Le dossier Allia est une véritable caricature de plan social : un patron étranger qui souhaite délocaliser dans des pays à bas coût sans aucun motif économique. Un groupe aux résultats florissants et en constante augmentation qui rachète et fait le ménage dans ses structures les plus contraignantes socialement et les plus complexes en termes de législation fiscale ! Pays dans lequel les salariés ont des droits et dont on ne peut disposer à loisirs sans consulter les représentants du personnel élus. C’est compliqué vu de l’extérieur pour des dirigeants habitués à une économie mondialisée et des pratiques débridées dans les pays émergeants.

Les arguments contre la fermeture des 2 sites

Pour l’intersyndicale, la fermeture des usines est un non-sens économique. En premier lieu parce que le groupe Geberit, qui a racheté Allia en 2015, affiche une santé insolente avec un chiffre d’affaires à 2,5 milliards d’euros et des bénéfices de 800 M€… Selon l’agence de presse Reuters, Geberit a fait état mi-mars *«d’une hausse légèrement moins marquée que prévue de son bénéfice net 2016. Le groupe suisse de sanitaires et de plomberie annonçant également une augmentation de son dividende […] Sur l’ensemble de l’année dernière, le résultat net s’est amélioré de 30 % à 548,2 millions de francs (510,8 millions d’euros) […] Le groupe a dit qu’il entendait verser un dividende de 10 francs suisses par action au titre de l’année 2016, soit une hausse de 19 % par rapport aux 8,4 francs de l’année 2015»*. *«Le site de la Villeneuve-au-Chêne est bénéficiaire. Le site de Digoin, lui, a été rendu déficitaire. On lui a enlevé une grande partie de sa production puisqu’il est passé de 400 000 à 140 000 pièces. C’est comme de tuer son chien, on l’accuse d’avoir la rage. Là, ils ont inoculé la rage à Digoin»*. Le groupe Geberit a vu son chiffre d’affaires sur la céramique sanitaire augmenter de 11 % en 2016.

** Un plan social avait déjà eu lieu en 2009, entraînant 83 licenciements.*

Deuxième argument : le site choisi pour délocaliser, l'usine Eurocer à Carregado, au Portugal, serait dans l'incapacité de traiter la production actuellement réalisée en France. «*C'est sûr que les portugais ont deux lois El khomri d'avance sur nous et qu'ils exploitent leurs salariés à 600 € le mois. Mais les ouviers d'Eurocer sont déjà au taquet avec 120 intérimaires en permanence sur les 400 salariés*». Pour Pedro Jorge, délégué du syndicat CGTP, venu spécialement du Portugal, «*Traiter 200 000 pièces en plus, c'est impossible. Au Portugal, les ouvriers travaillent déjà à 120 % avec certains postes comme le coulage où les gars travaillent jusqu'à 14 heures par jour. La moitié des ouvriers souffrent de troubles psychiques ou musculo-squelettiques car ils travaillent dans des conditions indignes. Cette délocalisation c'est du dumping social*».

Enfin, dernier argument de l'intersyndicale, le coût de ces fermetures d'usines. «*Selon un économiste suisse, la fermeture des deux usines et les licenciements vont coûter à Geberit 45 M€. Cela leur coûterait moins cher de réorienter la production de deux sites français*»

Unité des salariés

Là où, traditionnellement, un patronat se sert des discordances syndicales pour trouver des brèches**,** la direction de la société Allia s'est heurtée à un mur très solide, voire trop solide. Face à l'égoïsme des mécanismes financiers, les salariés et leurs représentants ont fait le seul choix qui leur permettait de rivaliser : celui de la solidarité. C'est sur cette base que les actions les plus débridées ont commencé à voir le jour.

Cela peut paraître un élément anodin, mais l'unité affichée des salariés d'Allia menacés de licenciement est une condition sine qua non pour peser dans le rapport de force avec la direction : «*Nous devons tous être solidaires. CDI, intérimaires, nous devons peser tous ensemble. Nous devons peser tous ensemble. Si nous sommes divisés, nous n'arriverons à rien. Même si le combat est dur et que c'est parfois difficile, nous devons tous rester unis. C'est à cette condition que nous parviendrons à les faire plier*». «*Ils veulent aguicher les salariés avec un chèque, c'est souvent l'impatience de gagner qui fait perdre*».

À ce jour, les salariés de l'usine de Digoin et ceux de la Villeneuve-au-Chêne n'ont pas essayé de tirer la couverture en faveur d'un des deux sites. Ils n'ont pas non plus accepté de prendre un «*chèque valise*». Cela malgré la hausse des indemnités de licenciement accordée par la direction et la lassitude de certains salariés, fatigués par un conflit à rallonge. «*Nous essayons de défendre nos emplois comme nous pouvons. Il s'agit de faire au moins prendre conscience à la direction qu'il y a des gens derrière qui vont se retrouver sans emploi. Déjà que dans l'Aube il 'y a pas beaucoup d'entreprises qui recrutent… Il y a beaucoup de gens qui ont pris des crédits, d'autres qui ont acheté des maisons et qui vont se retrouver sans travail et cela va être difficile pour eux*».

Bataille pour la requalification des intérimaires en CDI

«*Les salariés sont en lutte. Ils se battent pour sauver leur emploi et non pas pour obtenir un chèque valise avec le plan social de la direction. Les intérimaires, eux, ne représentent rien. Ils sont considérés comme des salariés de seconde zone. Ils n'ont droit à rien*». Travaillant depuis cinq ans de façon quasi permanente à des postes clés, treize intérimaires de la société de sanitaires *Allia* ont demandé la requalification de leurs postes en contrat à durée indéterminée, certains contrats d'intérim se terminant fin décembre 2016.

«*Il résulte des éléments de la cause et des débats que le contrat de service de M.X a pris fin le 06 janvier 2017. Le conseil ne peut pas ordonner la poursuite d'un contrat dont le terme est arrivé à échéance, de sorte que la demande de M.X est devenue sans objet. En conséquence, il convient de rejeter la demande formé en ce sens*» explique le conseil des prud'hommes de Troyes dans son ordonnance rendue le 17 janvier 2017 par le juge départiteur et ses deux assesseurs.

En clair : les treize intérimaires *d'Allia* qui demandaient leur maintien sous contrat, en attente du jugement sur le fond sur une éventuelle requalification de leur poste en CDI, ont été déboutés et condamnés aux dépens et à payer la somme de 50 € au titre de l'article 700 du Code civil. Avec cette décision, les 13 intérimaires *d'Allia* ont sans doute perdu toute chance de voir leur contrat requalifié en CDI, même si le jugement sur le fond ne sera rendu que le 27 mars (dont on ne connaît pas le résultat). « *C'est du n'importe quoi ! Le juge renvoie au 27 mars sur le fond, et déboute les intérimaires sur le maintien car leur contrat est terminé. Quelle valeur aura alors le jugement sur le fond même s'il est favorable aux intérimaires ?*»

Peut-on laisser l'industrie péricliter au profit d'une économie qui ne profite même plus à ses concitoyens mais à des financiers sans scrupules ? Si la situation ne se débloque pas, «*Nous allons lancer une campagne de boycott de la marque Allia qui est le numéro 1 du sanitaire en France. Nous avons déjà une liste des plombiers, installateurs, mais aussi des collectivités… la lettre est déjà prête*».

Le chat noir



Suicides et restructurations à la SNCF

Après Orange, qui pressait ses employés et ses cadres comme des citrons, pour un rendement maximum ou une démission, et trop souvent des suicides... voici que la SNCF, en prévision de la libéralisation totale des transports, semble appliquer les mêmes méthodes avec les mêmes résultats !

« C'est vous qui faites tourner le monde...»

«S'il vous plaît, continuez ! Arrêtez de vous suicider !«. La comédienne Audrey Vernon avait défrayé la chronique ce vendredi 17 mars, en revenant sur les circonstances du suicide d'Edouard Postal, cheminot réprimé par la direction qui s'était donné la mort quelques jours plus tôt. Elle revient dans sa chronique sur les difficultés des travailleurs du secteur public, dans la Santé, les Télécom, la Poste ou la SNCF. Elle dénonce cette série noire de suicides, qui cache le passage en force des suppressions d'emplois et autres réorganisations ou privatisations que vivent les travailleurs au quotidien. La SNCF, très embêtée par cette chronique, après le suicide d'Edouard Postal le 10 mars, puis celui de Frédéric Hein, cheminot de Mulhouse, jeudi 16 Mars, entame une démarche de «nettoyage de la communication» et réussit à faire censurer le texte d'Audrey Vernon.

La SNCF a besoin d'avancer sans bruit, jusqu'à cette ouverture à la concurrence qu'elle attend de ses vœux et qu'elle prépare à coups de pression sur la productivité des agents (avec notamment ses projets de fermeture de technocentres, de rachat de lignes par sa filiale privée Transkeo, la fusion des établissements voyageurs, la suppression des agents d'accompagnement, la création de boîte privée en lieu et place de cheminots à l'accueil de Paris st Lazare par exemple, etc.)

La réforme du ferroviaire avance par étapes, d'abord l'éclatement de la SNCF en 3 entités en 2014, puis le passage en force de la convention collective du ferroviaire et les accords d entreprise en 2016, enfin la dernière étape sera la vente à la découpe de l'ex-SNCF ; il s'agit pour y arriver de couper des têtes, en particulier celles des militants syndicaux combatifs et des cheminots et cheminotes qui résistent sur leurs lieux de travail. C'est pour cela que l'on assiste à des centaines de conseils de discipline ces derniers mois, une politique criminelle conduisant à des suicides que le président, Pepy, et ses sbires devront payer un jour d'une manière ou d'une autre.

Justice pour Edouard

Un gros millier de cheminot-e-s et des délégations de postiers, de travailleurs de la santé, de Goodyear notamment, sont venus rendre un dernier hommage a Edouard, militant et délégué SUD-RAIL, qui s est donne la mort, après des années de harcèlement de la part de ses dirigeants.

Edouard était un délégué du personnel, longtemps membre du CHSCT d'un établissement de la gare St-Lazare, qui était apprécié du fait de son engagement permanent auprès des cheminots. C' est cet engagement qui lui a valu l'acharnement de sa direction. Après des années sans poste de travail, de discrimination sur sa carrière, en 2015 Edouard avait fini par faire condamner en appel l' entreprise et ses dirigeants.

Après avoir repris des études, il revient au travail en 2015 toujours sans poste, la direction a aussitôt repris son oeuvre de destruction. D'après la direction locale, Edouard serait à lui tout seul la cause de souffrances pour les membres de la direction - de l'art d'inverser les rôles, pourrait-on dire!

Dans un scénario écrit d'avance, Edouard fut traduit devant un conseil de discipline le 13 octobre 2016 pour harcèlement et intimidation envers la direction et sanctionné d'un dernier avertissement avant la radiation, avec 12 jours de mise à pied et un déplacement pour mesure disciplinaire.

Fin février ces dirigeants jusqu'auboutistes ont fini par activer le déplacement disciplinaire alors qu'ils avaient connaissance de courriers d'un psychologue SNCF et d'un autre psy externe à l'entreprise. Courriers dans lesquels ils préconisaient qu'Edouard garde ses attaches professionnelles et syndicales pour son équilibre et recommandaient qu'il ne soit pas sorti de son environnement. Courriers que les dirigeants ont préféré ignorer. Comble de l acharnement, le déplacement s'est accompagné d'une nouvelle procédure disciplinaire. Révélateur ! Ainsi ces dirigeants criminels auront eu la peau d'Edouard en le faisant craquer .

Le cas d'Edouard est révélateur d'une direction d'entreprise qui donne les pleins pouvoirs à ses chefs garde chiourme, afin d'étouffer toute contestation et de poursuivre des politiques antisociales. Edouard, militant SUD-RAIL, n est malheureusement pas la dernière victime de ces dirigeants qui brisent des vies, puisque deux jours plus tard c'est un délégué CGT qui se suicidait dans l'Est de la France.

Partout dans les Instances Représentatives du Personnel -IRP - des déclarations ont été lues afin de dénoncer la politique patronale de la SNCF. Une procédure juridique sera lancée pour ne pas laisser les dirigeants responsables impunis et qu'ils soient traduits devant les tribunaux.

Ces responsables, qui sont -ils ?

Au delà des laquais des directions d'établissement, les parrains de cette politique se nomment respectivement Guillaume Pepy, président de la SNCF, Patrick Jeantet, Président Directeur Général de SNCF Réseau, et Frederic Saint-Geours, président du conseil de surveillance de l'Epic de tête .

En 2009, au plus fort des vagues de suicides à France-Telecom, Pepy a revendiqué publiquement ce modèle pour la SNCF, De fait la quarantaine de suicides de cheminots dans les emprises ferroviaires depuis 7 ans - et sans doute beaucoup plus hors des lieux de travail - ne l'ont pas troublé le moins du monde. Jeantet lui, est passé par la filiale Keolis avant de se faire remarquer à Aéroports de Paris pour sa politique financière qui faisait passer l'humain pour une variable d'ajustement. Saint-Geours enfin est un dirigeant de l'UIMM - union des industries métallurgiques et minières, partie éminente du Medef - le coeur du grand patronat français, qui a défrayé la chronique avec ses pratiques de caisse noire pour «fluidifier le dialogue social»....

Derrière leur réforme de 2014 , c est à dire le découpage de la SNCF en trois morceaux et la suppression de la réglementation du travail de la SNCF, remplacée par une convention collective nationale qui laisse les travailleurs de la branche ferroviaire livrés au dumping social, à l'augmentation des amplitudes de travail, à la suppression de jours de congés ou de repos, le gel des salaires, l'application du forfait jour pour les cadres, l'externalisation de toutes les natures de tâches qui fondent la spécificité ferroviaire, pour faire passer tout cela il fallait bien s'attaquer à celles et ceux qui mènent la résistance. Le prix à payer pour les cheminots, c est plus de souffrance au travail et au bout du bout la multiplication des suicides liés au travail .

Christian ocl paris

Non au démembrement de la cité-jardin de la butte-rouge à Chatenay Malabry

Les habitants constitués en Collectif en appellent aux architectes, urbanistes, professionnels de l'habitat, et militants écologistes, pour les aider à s'opposer à un-projet de transformation qui se soldera par la disparition d'un « grand ensemble » témoin d'une conception humaniste exceptionnelle dans l'histoire de l'habitat populaire en région parisienne. Tract...



La cité-jardin de la Butte Rouge à Châtenay-Malabry, qui compte quelques 3 800 logements répartis dans un écrin de verdure de plus de 70 hectares, est menacée de disparition.

Modèle historique d'urbanisme social humaniste, cet ensemble d'habitations a été conçu pour les classes populaires sous l'impulsion d'Henri Sellier, administrateur-délégué de l'Office des Habitations à Bon Marché, puis membre du gouvernement du Front Populaire.

Inspirée du mouvement des « cités jardins », et imaginée par les architectes Joseph Bassompierre, Paul de Rutte, Paul Sirvin, André Arfvison et le paysagiste André Riousse, sa construction s'est échelonnée en 7 tranches entre 1931 et 1965.

Citée en référence dans les écoles d'urbanisme et d'architecture, et visitée à ce titre par des étudiants du monde entier, la Cité Jardin de la Butte Rouge, est un modèle exemplaire d'urbanisme populaire. Inscrite à l'inventaire général du patrimoine culturel du XXième siècle, la Cité-Jardin de la Butte-Rouge ne bénéficie cependant d'aucune protection.

« Grand ensemble » de faible densité, composé de bâtiments de petite dimension, de jardins ouvriers, de places, d'espaces verts et de services publics, la « cité-jardin de la Butte Rouge » permet aujourd'hui à plus de 9 000 habitants à revenus modestes de vivre dans un cadre de vie dont la composition urbanistique et paysagère aurait pu être qualifiée - avant l'heure - de véritable "éco-quartier".

Les cités jardins sont le témoignage vivant d'une conception de l'habitat social à ce jour indépassée, qu'il s'agit de faire évoluer, et non pas de détruire, réduire ou muséifier.

La municipalité de Chatenay-Malabry et l'OPHLM Haut de Seine Habitat argumentent d'une absence de mixité pour détruire un tiers de la cité afin d'y construire des logements en accession à la propriété, et réhabiliter un autre tiers en rehaussant le bâti et en augmentant les loyers du simple au double. Le dernier tiers, objet d'une réhabilitation intérieure, serait maintenu dans la catégorie de logements sociaux qui est celle de toute la cité aujourd'hui.

La consultation d'un échantillon de 300 personnes par une société de conseil, et la nomination par le Préfet d'un «Conseil Citoyen», sert d'alibi à la municipalité. Elle ne peut cependant valoir sérieusement de concertation pour les 9 000 habitants dont le projet viendra bouleverser les vies.

Avec un revenu médian autour de 13 000 euros par an, la population qui habite actuellement la cité - depuis parfois des décennies - aura en effet du mal à trouver sa place dans ce nouveau projet.

La population de la Butte-rouge est pourtant socialement bien plus mixte que celle des logements de standing qui poussent partout ailleurs à Châtenay-Malabry, sauf à prendre pour unique critère de mixité sociale les aspirations à la propriété des catégories socio-professionnelles dites moyennes, ou les loyers privés auxquels les habitants de la Butte Rouge ne peuvent prétendre.

Plus de 20 ans après le dernier chantier de travaux mené de manière erratique (1984 / 1994), la Cité-Jardin de la Butte Rouge a en effet vieilli, et a besoin d'une réhabilitation de son bâti.

Nous souhaitons que cette réhabilitation soit douce et exemplaire, sans démolitions, et qu'elle ait lieu en préservant l'architecture extérieure, l'ensemble des espaces verts, sans hausse de loyer, en concertation avec les habitants actuels et dans le respect de leurs souhaits et intérêts.

Les habitants constitués en Collectif en appellent aux architectes, urbanistes, paysagistes et militants écologistes, pour les aider à s'opposer à un projet de transformation qui se soldera par la disparition d'un « grand ensemble » témoin d'une conception humaniste exceptionnelle dans l'histoire de l'habitat populaire en région parisienne.

Au-delà, le projet de réhabilitation / destruction / démembrement de la cité jardin de la Butte Rouge de Châtenay-Malabry soulève des questions éthiques, politiques et sociales auxquelles nous vous invitons à réfléchir.

Nous pensons pour notre part, qu'il est nécessaire de préserver au sein de nos villes des espaces qui permettent aux catégories sociales les moins aisées de bénéficier d'un cadre de vie qui favorise un épanouissement social qui ne saurait être réservé aux catégories sociales moyennes et supérieures.

Nous pensons que la précarité socio-professionnelle des catégories les plus populaires ne doit pas s'accompagner d'une précarisation de leurs conditions de logement, ni de leur bannissement du «Grand Paris » .

C'est pourquoi nous vous invitons à signer cet appel et à le relayer dans vos réseaux par les moyens dont vous disposez (tribunes et publications dans des revues spécialisées, écoles ... .

Nous sommes à votre disposition pour vous faire visiter le site et partager avec vous vos réflexions et propositions.

citebutterouge@gmail.com

NI PESTE NI CHOLERA
BOYCOTT !!!

Nous ne sommes plus dans les années 1930 où la bourgeoisie avait besoin du fascisme et du nazisme pour briser le mouvement révolutionnaire… qui n'existe quasiment plus aujourd'hui.

Nous ne sommes plus en 2002 où nous étions haïs pour oser refuser de céder aux sirènes antifascistes nous intimant à voter Chirac ! Nous n'étions pas nombreux alors à refuser ce front antifasciste.

En 2017, sur le plan économique, Le Pen est un problème pour … les patrons qui d'ailleurs ne s'en cachent même pas ! Par contre, le capital et la bourgeoisie ont davantage besoin d'un Macron qui va encore aller plus loin dans l'ubérisation des emplois, la casse du droit du travail et la liquidation des acquis de nos luttes !

Nous ne céderons pas aux sirènes républicaines ! Tous ceux et toutes celles qui se sont mobilisé-e-s contre la loi travail ne peuvent pas oublier que Macron veut aller encore plus loin dans «l'assouplissement» des règles du droit du travail pour satisfaire les appétits de la bourgeoisie.

Une réponse à cette mascarade électorale, qui nous fait gerber, a été ébauchée. Pour la première fois, une initiative a été menée la veille d'un 1er tour d'une élection présidentielle où une manifestation regroupant plusieurs milliers de personnes de tous les secteurs en luttes, des métiers du travail social aux livreurs à vélo en passant par des appels syndicaux de structures de base, a eu lieu à Paris. C'était un «premier tour social à notre sauce» qui en appelle un deuxième et plus encore.

Contre le futur président Macron de notre République bananière, nous n'aurons pas d'autres choix de participer activement à la naissance de mouvements sociaux remettant en cause les fondements mêmes de ce système capitaliste.

Quant aux idées de Le Pen, dont la dynastie fait partie de la bourgeoisie qui pue le rance, coller sur sa gueule des croix gammées ne sert à rien. Cela fait 30 ans que cela se pratique et pourtant le FN monte… Des électeurs/trices se trompent de révolte et rejoignent les beaufs racistes, sexistes, homophobes, … nostalgiques du temps des colonies qui ont toujours existé dans la France profonde.

Face à ces phénomènes, nous n'avons pas d'autres choix que de développer des combats de classe tout en accueillant les réfugiés, ici et maintenant. Nous appelons également avec détermination à soutenir en masse le mouvement antinucléaire à BURE qui est menacé ces jours même d'une expulsion par l'ANDRA et ses forces armées pour imposer son projet mortifère de poubelle nucléaire !

NI PATRIE, NI PATRONS
NI LE PEN, NI MACRON
Organisation Communiste Libertaire

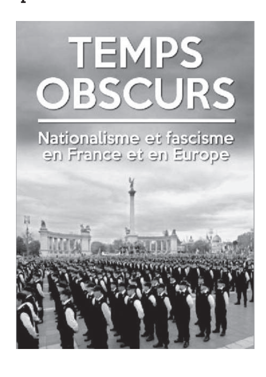
lisez Courant Alternatif, mensuel anarchiste communiste,

retrouvez nous sur Internet http://oclibertaire.lautre.net

OCL c/o L'Egrégore BP 81213 51058 Reims cedex

Editions Acratie

L'essart, 86310 La Bussière
editions.acratie @orange.fr
http://editionsacratie.com/



A paraître août 2017

L'objectif de cet ouvrage est de comprendre pourquoi l'extrême droite a fait ces dernières années un tonitruant retour au premier plan de la scène politique en Europe et particulièrement en France. Sa dynamique est-elle similaire au fascisme des années 1930 ? Après avoir étudié le fascisme historique, nous proposons d'analyser son renouveau idéologique, ainsi que son rapport au localisme et à l'international. Dans une perspective de synthèse, avec un langage simple et claire, cet ouvrage entend offrir une analyse matérialiste pensant en termes de classes sociales le nationalisme et l'extrême droite.
Les auteurs sont deux militants antifascistes animateurs du site Tanquil.net et 19h17.info et auteurs de nombreux articles dans des blogs politiques

200 pages
13 euros - *(en souscription 12 euros port compris)*

Un nouveau local à Toulouse

CAMARADE
local révolutionnaire
TOUS LES MERCREDIS
15H - 18H : PERMANENCE DE LA BIBLIOTHÈQUE
TOUS LES VENDREDIS
17H - 19H : PERMANENCE DU COLLECTIF CLASSE
19H - 22H : BUVETTE

Programme du mois de mai
Mercredi 10, 20 h
Projection : documentaire sur l'autonomie ouvrière
Vendredi 19, 19 h
Débat avec Nedjib Sidi Moussa auteur de *La fabrique du Musulman,* essai sur la confessionalisation et la racialisation de la question sociale

54 boulevard Déodat de Séverac 31300 Toulouse
Métro Arênes ou Fontaine l'estang

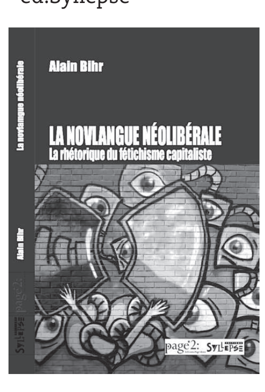
Les chemins du communisme libertaire en Espagne. 1868-1937

Myrtille, giménologue,
premier volume, éditions Divergences



Après avoir retracé les moments forts de la rencontre entre l'Espagne et l'anarchisme au temps de l'AIT, l'auteure aborde dans ce premier tome les « deux manières d'interpréter le sens de la vie et les formes de l'économie post-révolutionnaire » qui s'agitaient au coeur même de la CNT avant le 19 juillet 1936. Il y a encore et toujours des enseignements à tirer de ce moment historique où certains proclamèrent l'abolition du salariat, préalable incontournable à tout projet communiste libertaire.

La novlangue néolibérale - *Alain Bihr* - ed.Syllepse



Cette nouvelle édition a été singulièrement augmentée, notamment pour tenir compte des glissements opérés par cette novlangue au cours de la dernière décennie, sous l'effet de la crise financière de 2007-2009 dont nous ne cessons de subir les séquelles. Comme la précédente, elle scrute cette pathologie grave qui affecte des pans entiers du discours politique et médiatique contemporain qui qualifie, entre autres, de "plans sociaux" des licenciements collectifs générateurs de misère et de désespoir, d'"égalité des chances" la lutte des places qui permet la reproduction des inégalités structurelles et de "réformes" la casse systématique des acquis sociaux fruits de décennie de luttes syndicales et politiques.

1982 2016 35 ans de luttes sociales
Numéro spécial de Courant Alternatif

Ce hors série n°20 regroupe des articles parus dans Courant Alternatif depuis 1982 sur le thème des



mouvements sociaux importants en France. Il couvre 8 périodes qui ont marqué l'histoire sociale et politique de ce pays :
* **1978-1984** : luttes à Longwy et à Vireux (Ardennes) contre les restructurations de la sidérurgie française ayant amené la fermeture de sites industriels avec ses milliers de sup- pressions d'emplois ;
* **1986-1988** : Apparitions des coordinations dans les luttes étudiantes, cheminots, instituteurs/trices, infirmières ;
***1995** : Le plus important mouvement social depuis 1968 ; Novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé
* **Décembre 1997-1998** : le mouvement des chômeurs ;
* **2003** : La réforme des retraites – Contre le projet Fillon ;
* **2005-2006** : Des mouvements de jeunes contre le Contrat de Première Embauche (CPE) et les émeutes de banlieues ;
* **2010** : Nouveau mouvement contre la réforme des retraites (loi Woerth)
* **2016** : Mouvement contre la loi travail et son monde.

En lisant tous ces articles, témoignages et analyses qui au-delà de leurs signatures sont des résultats de débats col-lectifs, nous pouvons être frappés par certaines similitudes. Ces mouvements qui ont mis régulièrement des centaines de milliers de personnes dans la rue sont tous nés en réaction à des lois ou projets de loi du pouvoir en place qui la plupart du temps remettaient en cause des acquis des combats de classe des décennies précédentes. D'une posture défensive imposée par l'Etat, ils sont passés à l'offensive tant dans les formes de luttes que du contenu de celles-ci avec, dans les moments les forts (comme en 1995), des esquisses de changement radical de société. Mais, ces mouvements n'ont jamais pu se dégager de l'emprise des directions des confédérations syndicales qui ont toujours fixé le tempo des mobilisations malgré les nombreux essais (et parfois réussite !) de coordinations des collectifs de base en lutte.

Ces mouvements ont remis au centre de nos préoccupations le travail salarié, plutôt l'esclavage salarié devrions-nous dire ! Ils ont été porteurs, à des degrés divers, d'un espoir de re- mise en cause fondamentale du système capitaliste.

Vous pouvez commander ce hors-série à l'adresse suivante:

OCL c/o Egregore, BP 81213
51058 Reims cedex



Faisabilité technique et financière du démantèlement des installations nucléaires

Dans les numéros d'été 2016 et d'octobre 2016 de ce même journal, j'abordais le démantèlement des centrales nucléaires vu par l'œil de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Aujourd'hui, c'est à travers l'œil d'une commission parlementaire que le même sujet est traité. Si le constat semble juste, les conclusions reviennent à donner un blanc seing à la politique du tout nucléaire d'EDF, moyennant quelques aménagements…

De la fin de l'âge d'or du nucléaire civil …

L'âge d'or du nucléaire civil semble s'être arrêté à la fin des années 1980, avec un nombre maximum de 177 réacteurs en exploitation en Europe en 1988. En 2016, leur nombre n'est plus que de 127, soit - 28 % en 28 ans, mais avec une production équivalente de 150 GW.

Depuis un quart de siècle, le nombre de réacteurs en service au niveau mondial diminue. Si l'on considère l'ensemble des réacteurs nucléaires fixes (hors navires ou sous-marins), de puissance ou expérimentaux, 140 d'entre eux sont actuellement arrêtés dans le monde. Plus de 60 % de ces réacteurs arrêtés se situent en Europe : 29 sont au Royaume-Uni (pays qui représente à lui seul 20 % des réacteurs à l'arrêt dans le monde), 27 en Allemagne, 12 en France, 4 en Italie, 3 en Slovaquie, 3 en Suède, 2 en Lituanie, 2 en Espagne, 1 aux Pays-Bas.

La baisse du nombre de réacteurs nucléaires en activité résulte de plusieurs facteurs : plus forte puissance des nouveaux réacteurs, demande citoyenne, arbitrages politiques, etc. La diminution de la consommation électrique, lente mais continue, observée en Europe et en France depuis une dizaine d'années participe également de ce mouvement de réduction du nombre de réacteurs nucléaires.

Un examen plus approfondi des chiffres laisse apparaître, après le pic des années 1988 et 1989, une diminution du nombre des réacteurs entrés en service après 1990, la légère remontée enregistrée depuis 2010 étant principalement due à la Chine dont l'expansion économique a nécessité une augmentation importante de la fourniture énergétique. À quelques exceptions près (Flamanville, Olkiluoto en Finlande, Hinkley Point, les Émirats arabes unis…), le reste du monde, pour le moment, ne construit pratiquement plus de nouveaux réacteurs. Mais l'Agence internationale de l'énergie prévoit un doublement à l'horizon 2050 du marché du nucléaire qui passerait de 400 GW à 930 GW, notamment grâce aux réacteurs construits en Chine.

… à l'âge d'or du démantèlement

Parallèlement, celui des installations à l'arrêt ne cesse de croître, créant de la part des populations une attente en matière de démantèlement de ces installations très particulières et rendant nécessaire, pour les pouvoirs publics, la mise en place d'une filière appropriée dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En théorie et dans les cas les plus favorables, le démantèlement doit permettre la réutilisation sans contrainte des espaces libérés et entièrement décontaminés. On parle alors de «retour à l'herbe», l'image évoquant un retour à l'état de nature. Mais



la réalité est plus complexe : la décontamination totale, parfois appelée «au dernier becquerel», étant particulièrement onéreuse, l'ASN peut accepter dans certains cas et à la demande de l'exploitant que le démantèlement n'inclue pas cette contrainte, surtout lorsqu'une réutilisation industrielle du site est envisagée. Dans certains pays, notamment aux États-Unis, il est même admis – même si cela est assez rare et parfois temporaire – que certains vestiges radioactifs puissent être laissés sur place recouverts d'un sarcophage ; dans d'autres cas, les combustibles usagés peuvent être stockés sur des sites de réacteurs démantelés dans des silos étanches. Les Américains parlent alors d'une manière imagée d'un retour à l'herbe brune (*«brown field»*).

Quelles politiques en matière de démantèlement ?

En France, les politiques en matière de démantèlement varient selon les exploitants qui soumettent leurs projets à l'ASN, autorité décisionnaire.

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), qui parle plus volontiers d'«assainissement-démantèlement», a souhaité retirer toute radioactivité de Siloé, le premier réacteur qu'il a démantelé, à Grenoble. Compte tenu du coût de l'opération, il semblerait que l'option de la décontamination totale ne sera pas retenue pour les autres réacteurs que le Commissariat devra démanteler.

Areva, société qui exploite notamment l'usine de retraitement de la Hague, a souhaité conserver une destination industrielle aux réacteurs démantelés au sein de son usine et n'est donc pas allée jusqu'à un retour complet à l'herbe.

De son côté, le principal exploitant français, EDF, compte actuellement 58 réacteurs à eau pressurisée (REP) en fonctionnement et neuf réacteurs à l'arrêt : Brennilis (réacteur à eau lourde), Superphénix (réacteur au sodium), six réacteurs de première génération ayant fonctionné au graphite gaz ainsi que le réacteur enterré de Chooz A, le plus ancien REP français.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a pour mission de veiller à ce que les sites qui ont accueilli des réacteurs nucléaires soient «remis en état» après le démantèlement des installations nucléaires. L'expression est suffisamment imprécise pour que la porte reste ouverte à plusieurs possibilités, négociables entre l'ASN et l'exploitant. L'ASN qui est seul juge peut exiger une décontamination des sols au dernier becquerel. Dans ce cas, on peut parler de «retour à l'herbe». Mais EDF vient d'abandonner le principe de retour à l'herbe. Elle estime que les sites en question ont une vocation industrielle.

Faisabilité technique et financière du démantèlement

Entre 1985 et 2100 – date prévue de la fin du démantèlement des réacteurs graphite-gaz (UNGG) du parc de première génération –, il se sera écoulé près de 120 ans, c'est-à-dire cinq générations.

La faisabilité technique que beaucoup d'exploitants considèrent comme maîtrisée n'est pas entièrement assurée. Contrairement aux premières prévisions réalisées, le démantèlement des installations nucléaires prendra vraisemblablement plus de temps que prévu. En effet, la doctrine du démantèlement immédiat qui prévaut en France est largement mise à mal par la décision d'EDF de repousser à 2100 le démantèlement des plus vieux réacteurs du parc français, les réacteurs dit UNGG.

En ce qui concerne la faisabilité financière du démantèlement, le coût du démantèlement risque d'être supérieur aux prévisions. Pour donner des ordres de grandeur, les exploitants européens provisionnent généralement entre 900 millions et 1,3 milliard d'euros par réacteur à démanteler quand EDF ne provisionne que 350 millions environ par tranche. Certes, tous les pays n'incluent pas les mêmes opérations dans le démantèlement, et EDF attend des économies d'échelle du fait de la standardisation de son parc, pouvant expliquer en partie ces différences. Néanmoins, quelle que soit la méthode retenue par réacteur ou par Mégawatt, EDF présente toujours les estimations les plus basses.

Pour estimer le coût du démantèlement de son parc de réacteurs à eau pressurisé (REP), EDF a décidé, plutôt que de mener une étude réacteur par réacteur, de s'intéresser à une centrale générique – celle de Dampierre (4 tranches de 900 MW) – et d'extrapoler les résultats à l'ensemble du parc, en multipliant le résultat trouvé par le nombre de réacteurs concernés, sans avoir répertorié les incidents et particularités de chaque réacteur. En effet, l'absence de données précises recensant les incidents survenus sur chaque réacteur interdit pour l'instant une étude plus fine, site par site, du coût du démantèlement

Si l'ASN, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et la Cour des comptes valident globalement la stratégie retenue par les exploitants, on peut penser que les chiffres annoncés par le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis – pays les plus avancés dans leur démantèlement – s'approchent davantage du coût effectif que les projections faites par les exploitants français, dans la mesure où ces pays ont été confrontés à la réalité du démantèlement.

Où en est-on du démantèlement des réacteurs exploités par EDF arrêtés ?

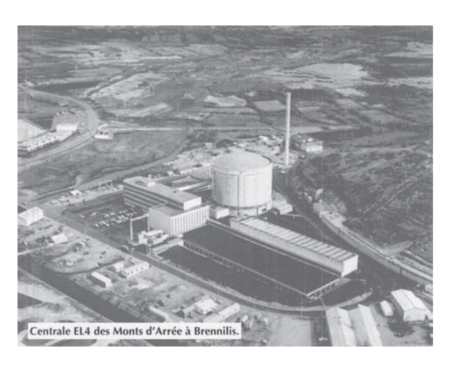
Brennelis : EDF estime que le démantèlement complet pourrait être achevé en 2032, soit quarante sept ans après la mise à l'arrêt de la centrale qui n'a fonctionné que 18 ans. En 2005, avant l'intervention du Conseil d'État, l'enquête publique et les nouveaux retards, la Cour des comptes évaluait le coût du démantèlement de la centrale de Brennilis à 482 millions d'euros. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les 6 réacteurs UNGG : EDF présentait le 14 mars 2013 un programme de démantèlement des réacteurs UNGG à l'arrêt censé se dérouler en trois phases : – la poursuite du démantèlement du réacteur de Bugey 1, entamée en 1994, et l'extraction du graphite entre 2018 et 2033 suivie de la démolition des bâtiments et de la réhabilitation du site jusqu'en 2037 ; le démantèlement des réacteurs et l'extraction du graphite des réacteurs de Saint-Laurent A1 et A2 entre 2021 et 2037 ; le démantèlement du réacteur et l'extraction du graphite pour les réacteurs de Chinon entre 2025 et 2041.

Le 29 mars 2016, EDF a informé l'ASN qu'elle retenait une nouvelle stratégie de démantèlement ; celle-ci modifie significativement la méthode, le rythme des démantèlements et les scénarios associés. Cette nouvelle stratégie conduit à décaler de plusieurs décennies le démantèlement de certains réacteurs au regard de la stratégie affichée par EDF en 2001 et mise à jour en 2013. si la nouvelle stratégie d'EDF était validée par l'ASN, les coûts d'un démantèlement différé seraient sensiblement plus importants que ceux du démantèlement initialement prévu mais l'allongement considérable des opérations dans le temps permettrait, grâce au taux d'actualisation, d'afficher un niveau de provisions nettement inférieur. Dans une telle hypothèse, le report sur plusieurs décennies de ces opérations pourrait opportunément soulager les finances de l'exploitant.

Superphénix : L'achèvement de son démantèlement, atypique compte tenu de la technologie utilisée, est prévu par EDF à l'horizon 2028, soit trente ans après la décision d'arrêt définitif. Si aucun retard n'est enregistré, la durée du démantèlement sera donc presque trois fois plus longue que celle de son activité : onze ans entre 1985 et 1996. Ce n'est qu'en décembre 2015 que l'ASN a autorisé EDF à «*engager les opérations du traitement du sodium résiduel présent dans la cuve du réacteur*». La démolition du bâtiment réacteur (80 m de haut et 60 m de diamètre) n'interviendra qu'en fin de processus, vers les années 2024 à 2026. Il n'est pas déraisonnable de penser que le coût du démantèlement de Superphénix estimé en 2010 à 955 millions d'euros sera plutôt de l'ordre de 2 milliards d'euros.

Chooz A : Tous les exploitants et spécialistes du nucléaire semblent sûrs que la faisabilité technique du démantèlement des réacteurs à eau pressurisée (REP) est maîtrisée. EDF semble mener à bien le premier démantèlement d'un REP, celui de Chooz A, même si sa position souterraine et sa plus faible puissance en font un cas un peu particulier.


Centrale EL4 des Monts d'Arrée à Brennilis.

Pour EDF, reculer pour mieux sauter

EDF considère que le programme nucléaire français va se poursuivre comme par le passé, sans tenir compte de la loi de transition énergétique qui limite à 50 % la part de nucléaire dans d'électricité produite en France.

La lecture des comptes consolidés d'EDF au 31 décembre 2015 confirme que, sur les 75 milliards d'euros de charges brutes estimées pour le démantèlement de l'ensemble de son parc nucléaire, 36 milliards d'euros de provisions ont été, pour l'instant, constituées. Mais sur cette somme, seuls 23 milliards d'euros étaient couverts par des actifs dédiés.

Du fait d'un coût qui pourrait être supérieur aux prévisions, les sommes déjà provisionnées et celles qui devront l'être seraient insuffisantes pour couvrir tous les frais induits par les opérations de démantèlement.

Pour faire face à des montants importants, la stratégie retenue par EDF en matière de provisions semble être de parier sur un allongement de la durée de vie des installations à 50 voire 60 ans grâce à un vaste programme de travaux de remise en état des centrales : le «Grand carénage». Le montant de ce projet est estimé par la Cour des comptes à 74 milliards d'euros, un montant sensiblement équivalent à celui estimé par EDF pour le démantèlement de son parc nucléaire. L'allongement de la durée de vie des centrales, acté au 30 juin 2016 par le Conseil d'administration d'EDF, permet en effet d'amoindrir les provisions à réaliser en les étalant sur une durée comptable significativement plus longue.

EDF a aussi inscrit au titre des actifs constituant ses provisions de démantèlement sa filiale Réseau de transport d'électricité (RTE). La question d'une éventuelle cession par EDF de sa filiale RTE pour financer le démantèlement est donc posée.

Les conclusions du rapport

Le démantèlement prendra plus de temps que prévu. Les hypothèses de départ ne sont pas toutes respectées (en particulier le démantèlement immédiat). Le coût du démantèlement est sous-évalué si l'on intègre un certain nombre d'éléments non pris en compte : remise en état des sols, évacuation des combustibles, taxes et assurances, coût social… Il apparaît qu'EDF compte implicitement sur l'allongement de la durée d'exploitation, si possible jusqu'à 60 ans, du plus grand nombre possible de ses réacteurs pour augmenter progressivement le niveau de ses provisions et compenser les coûts.

La faisabilité technique n'est pas entièrement assurée : de toute évidence, d'importantes difficultés techniques retardent de près d'un siècle le démantèlement des six réacteurs graphite-gaz (UNGG) ; bien que très avancé, le démantèlement de Superphénix n'est pas encore totalement assuré sur le plan technique ; l'engorgement des exutoires pour certains types de déchets faiblement ou très faiblement radioactifs risque de ralentir le processus de démantèlement.

La commission recommande entre autre d'établir des provisions par réacteur, et sortir du schéma globalisé des provisions, de prendre en compte les frais de remise en état des sites, de prendre en compte le coût d'évacuation et de traitement du combustible usagé, évaluer et prendre en compte le coût social du démantèlement. Elle recommande aussi que soit établi un agenda des réacteurs à démanteler, donnant de la visibilité sur chaque réacteur : démantèlement ou prolongation. En sus de ces informations par réacteur, une cartographie devra préciser l'avenir du site : sites destinés à un retour à l'herbe (démantèlement de tous les réacteurs, pas de reconstruction prévue) ou sites destinés à demeurer des actifs stratégiques pour accueillir d'éventuels futurs réacteurs.

Pour elle, l'ASN pourrait avantageusement assouplir les règles de stockage des déchets dont la radioactivité naturelle est soit non détectable, soit inférieure à la radioactivité naturelle. Les métaux entrant dans cette catégorie doivent, sous réserve de traçabilité stricte pour le premier réemploi, pouvoir être réutilisés pour un usage industriel.

Il pourrait être envisagé d'autoriser l'exploitant à céder les réacteurs dont la mise à l'arrêt est définitive, lorsqu'une entreprise s'engage à réaliser le démantèlement à moindre coût et dans les meilleurs délais, dans le plus strict respect des règles de sécurité. Si une entreprise mieux-disante est retenue, les bénéfices entre le coût réel et la provision réalisée pourraient être partagés entre les collectivités locales, l'exploitant et l'entreprise qui démantèle. Si aucune entreprise ne propose de projet meilleur que celui de l'exploitant, c'est ce dernier qui réaliserait le démantèlement. La commission recommande, pour accélérer le démantèlement des réacteurs UNGG, le lancement d'un appel d'offres basé sur le prix et les délais, dans un strict respect des normes de sûreté et de sécurité.

Aller plus vite, au moindre coût, mais en faisant croire à la prise en compte du coût social du démantèlement, modifier la classification des déchets, et demander (même ce n'est écrit officiellement) la construction rapide de nouvelles poubelles, c'est la politique de l'autruche. C'est donner raison à EDF de continuer dans sa politique du tout nucléaire…

Mais faut-il démanteler les centrales et continuer de construire des poubelles nucléaires ?

Nucléaire, voie sans issue. Arrêt immédiat du nucléaire !

Camille, OCL Reims, mars 2017

Sources : Rapport d'information parlementaire relative à la "*faisabilité technique et financière du démantèlement des installations nucléaires*" remis le 1er févier 2017

Sur le même sujet : CA 262, été 2016 et CA 263, octobre 2016.

Vertement écolo

Fukushima, mon amour

A. Mizubayashi, écrivain japonais installé en France a été interviewé récemment par Libération.

Il rappelle le caractère « *immaîtrisable* » du « *monstre nucléaire* » et dénonce « *le pouvoir en place* (qui) *veut que nous vivions l'après-Fukushima dans le déni, alors qu'en réalité on ne peut même pas avoir une vision claire de démantèlement de la centrale...* ».

Quelques chiffres : 1 million de m3 d'eau contaminée attend dans des cuves. La radioactivité du coeur, dégage 600 Sieverts/heure. 600 Sieverts, c'est la mort immédiate.

Pour bloquer les eaux souterraines chargées de radioactivité et les empêcher de se déverser dans la mer, un mur souterrain de glace de 30 m de profondeur est en construction. Son efficacité semble aussi douteuse que la machine à décontaminer l'eau fournie par AREVA qui n'a jamais fonctionné.

Pourtant la normalisation est en marche. Alors que plus de 100 000 personnes sont toujours déplacées, le gouvernement nationaliste de Shinzo Abe a levé fin mars l'ordre d'évacuation imposé aux populations de quatre districts autour de la centrale. Cet acte administratif est en fait destiné à forcer les populations à revenir dans les zones contaminées. Comment ? En supprimant automatiquement les aides de relogement pour 32 000 personnes déplacées. Afin de légaliser ce crime, l'État japonais a ainsi porté le seuil maximum d'exposition à la radioactivité à 20 millisieverts/an, 20 fois plus que les recommandations internationales.

La volonté féroce du gouvernement de faire venir les jeux olympiques de 2020 à Tokyo illustre bien ce négationnisme d'État qui veut à toute force montrer que la situation est réglée.

En parallèle, les projets de remilitarisation du Japon mettront « *tôt ou tard à l'ordre du jour la question de la possession de l'arme nucléaire...* ». Pour cela, le nucléaire civil « *permet de maintenir le rêve de devenir une puissance nucléaire* », les technologies employées étant transposables du civil au militaire.

Fukushima et sa gestion sont le point de bascule d'une société « *démocratique* » vers une société où « *les libertés fondamentales sont sacrifiées au profit des intérêts supérieurs de l'État* ». Greenpeace Japon a dénoncé les violations des droits de l'homme « *calculées et délibérées* » de la « *politique de reconstruction du Premier ministre Abe* ».

Fukushima est donc un révélateur du mépris que l'État japonais a pour ses populations, de sa volonté de forcer les citoyens à obéir à ses ordres et de ses orientations autoritaires et militaristes : remilitarisation du Japon, défense acharnée du nucléaire civil afin de développer des programmes militaires destinés à rendre au Japon sa « grandeur » passée (1).

Center Parcs de Roybon : suites du feuilleton juridique

Le 16 décembre 2016, la Cour administrative d'Appel de Lyon (CAA) a annulé deux arrêtés de 2014 de la préfecture de l'Isère (loi sur l'eau et assainissement) autorisant le groupe « Pierres et Vacances » à détruire la forêt de Chambaran pour y construire un Center Parcs.



Cependant, la Cour n'a pas voulu revenir sur un jugement de 2015 autorisant à détruire et déplacer des espèces protégées. Pour cela elle s'appuie sur la « raison impérative d'intérêt public majeur » définie dans la directive européenne CE 92/43 du 21 mai 1992. Le principal argument de la Cour est le rééquilibrage de l'activité économique de l'Isère vers l'ouest du département. Malheureusement, le canton de Roybon a un taux de chômage équivalent à celui de l'Isère, inférieur à la moyenne nationale.

On peut aussi se demander où est « l'intérêt public majeur » pour un projet purement privé et destiné à sauver l'entreprise de la faillite.

Sûr de son bon droit à faire des profits et à massacrer l'environnement, « Pierre et Vacances » s'est pourvu en cassation le 29 février 2017 auprès du Conseil d'État.

Or, le Conseil d'État, institution très politique, s'est récemment illustré en cassant les jugements favorables aux opposants à l'Ayraultport.

La plus grande méfiance est donc de mise et n'oublions pas que « *la lutte doit être aussi menée en dehors du combat juridique. Cette lutte doit défendre l'idée que notre activité humaine doit répondre à des besoins réels et non aux besoins que l'industrie nous présente comme désirables... Notre activité doit répondre à des besoins qui nous apparaissent et non produire des marchandises et la clientèle nécessaire pour continuer à les produire. Et dans tous les cas nous devons produire sans détruire notre habitat que nous devons partager d'intelligence avec les autres espèces* » (Henri Mora, décembre 2016).

Celles et ceux qui souhaitent une analyse fouillée et salutaire peuvent lire « La loi, toute la loi ! Rien que la loi ? (2) » qu'Henri Mora a consacré à l'analyse des décisions de la CAA de Lyon du 16 décembre 2016.

Le jugement est attendu pour le mois de juin 2017. La suite au prochain numéro...

Forêts : trouvez l'erreur

Le Sri Lanka a récemment (re)découvert l'importance des zones tampons que constituent les mangroves pour la protection contre les tsunamis, la séquestration du carbone et leur fonction de pouponnières pour les crevettes, crabes et poissons vitaux pour l'alimentation des populations. Un an après le tsunami de décembre 2004 (30 000 morts), une étude comparative entre deux villages côtiers est sans appel : 2 morts dans un village protégé par la mangrove, 6000 morts dans un autre village déforesté par des projets touristiques et piscicoles industriels.

L'objectif est clair : sauver les 8800 ha restants et replanter 3900 ha détruits par les fermes industrielles de pisciculture, les coupes de bois par les populations, les destructions durant les 25 ans de la guerre civile et le bétonnage des lagons pour l'hôtellerie de luxe.

En France, 150 410 ha de forêts sont des « forêts de protection ». Ces espaces sont juridiquement protégés et « *classés par l'État pour assurer le maintien des sols contre l'érosion, les avalanches, les coulées de boues ou autres risques d'incendie. Elles protègent les bois et forêts situés à la périphérie des grandes agglomérations soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population (sécurité, santé et qualité de vie)* ». Sympa et utile, mais un projet de décret du ministère de l'agriculture prévoit d'autoriser des « *fouilles et sondages archéologiques* » et l'« *exécution de travaux nécessaires à la recherche et l'exploitation souterraine des ressources minérales revêtant un intérêt national ou régional* ». Ces zones de protection et de réserves de biodiversité peuvent ainsi devenir « *dans le respect de la conservation et de la protection des boisements (3)* », des zones d'exploitation, hausse des prix des matières premières et profits obligent.

Freux et Eugene the Jeep

(1) Sources : Libération 11 et 12 mars 2017, 1 et 2 avril 2017. Canard Enchaîné.

(2) Textes disponibles sur : https://lelaboratoireanarchiste.noblogs.org/ ou https://haro-grenoble.info/

(3) www.sauvonslaforet.org et http://www.journaldelenvironnement.net

Pays Basque

“Si le désarmement permet la paix, ce n'est pas encore la paix”

L'initiative de Louhossoa (1), le 16 décembre 2016, était une opération embryonnaire de neutralisation d'une partie des armes d'ETA ; elle avait été interrompue par la police. Les cinq protagonistes de cette action menée en collaboration avec ETA avaient été mis en examen, inculpés, puis relâchés.

Face au refus de tout dialogue et de toute négociation avec ETA de la part des Etats français et espagnol, cette initiative voulait ouvrir de nouvelles perspectives sur le désarmement de l'organisation armée et le développement du processus de paix en Pays Basque.



Manifestation Bayonne 8/04/2017

Cette action avait relancé une dynamique au Pays Basque, réussissant non seulement à fédérer une diversité d'opinions autour de la résolution du conflit mais obligeant aussi des responsables politiques à s'impliquer à différents niveaux, des deux côtés des Pyrénées. L'engagement pris alors était d'aller jusqu'au bout de la démarche du désarmement.

"ETA, à ce jour, est une organisation désarmée"

C'est ce qui s'est fait, le 8 avril, jour du désarmement intégral d'ETA, sous l'impulsion de trois des protagonistes de l'opération de Louhossoa (2). *“Louhossoa aura été une rencontre entre une action et l'attente des gens. Nous avons maintenant l'obligation d'aller plus loin (…) Nous sommes partisans d'un désarmement total, vérifié, sans contreparties politiques, ce qui ne veut pas dire que les prisonniers, les réfugiés et les victimes seront passés en pertes et profits. Louhossoa a bénéficié d'un soutien très fort, d'où l'encouragement à poursuivre dans la même direction pour aller jusqu'au bout du processus de désarmement*"(M. Berhocoirigoin).

L'appel (3) pour la journée du 8 avril a été mûrement et solidement préparé : annonce anticipée dans le journal *Le Monde*, signatures de 53 noms d'élus locaux, de syndicalistes, de membres d'associations, d'artistes, écrivains ou journalistes (la fameuse "société civile").

Le positionnement des autorités françaises et espagnoles

Pour cette journée du 8 avril, des contacts préalables très discrets ont eu lieu avec le gouvernement français. Mais les différentes requêtes, dont celle de plus de 700 élus, qui lui ont été adressées pour qu'il s'implique dans "un processus de désarmement de l'ETA ordonné et supervisé par des experts internationaux", sont restées lettre morte. Il n'a donné aucune réponse politique, aucune garantie quant au rôle qu'il entendait jouer dans cette livraison d'armes. Il s'est contenté de rappeler que seule l'autorité judiciaire est habilitée à se saisir des armes et des explosifs qui constituent des éléments de preuve dans le cadre d'enquêtes en cours. En soulignant que la question de la restitution de l'arsenal d'ETA est d'abord une question judiciaire, le gouvernement français prend soin de ne pas heurter les autorités espagnoles qui refusent tout traitement politique de ce dossier.

Cependant, la volonté des autorités françaises était de ne pas "faire de problème". Le préfet des Pyrénées-Atlantiques et ses services ont accompagné la journée du désarmement de A à Z, en toute discrétion (4). C'est un changement de posture du gouvernement, par rapport à décembre dernier où les protagonistes de Louhossoa se faisaient arrêter et inculper. La fin du quinquennat a certainement favorisé cette attitude de neutralité, ainsi sans doute que le choix du gouvernement espagnol de laisser faire. Pourtant le scénario de l'auto-désarmement d'ETA n'a pas plu aux autorités espagnoles ; elles voient d'un mauvais oeil les indépendantistes présenter la restitution de leurs armes comme un acte volontaire, et préféreraient qu'on retienne qu'ils ont été piégés par la police ("L'unique désarmement est celui qu'ont obtenu les forces de l'ordre espagnoles et françaises"- Rajoy, 22 mars). Elles campent sur leurs positions et appellent ETA à "annoncer sa dissolution définitive, demander pardon à ses victimes et disparaître, au lieu de monter des opérations médiatiques pour dissimuler sa défaite".

Une forte mobilisation populaire et un après 8 avril qui reste à construire

La mobilisation pour accompagner l'opération de désarmement et en assurer en quelque sorte la couverture a été impressionnante. Près de 20 000 personnes ont répondu à l'appel à se mobiliser (5) à Bayonne, pour couvrir l'événement.

Pourquoi le gouvernement espagnol ne voulait-il pas de ce désarmement ?

L'Etat espagnol traverse aujourd'hui une des plus graves crises institutionnelles de son histoire contemporaine, avec une confrontation à l'indépendantisme en Catalogne qui atteint son paroxysme. Il ne veut surtout pas qu'une nouvelle phase politique articulée autour du droit à l'autodétermination s'ouvre et prenne trop de force également au Pays Basque, et pour éviter cela, le Parti Populaire au pouvoir maintient une stratégie qui a un double volet : d'un côté, bloquer toute avancée dans la résolution du conflit en maintenant le statu quo sur des dossiers comme le désarmement ; de l'autre, utiliser tous les prétextes pour continuer d'alimenter les paramètres (en particulier ceux de la répression policière et judiciaire) liés à la phase précédente de confrontation armée. Ceci avec deux buts : d'une part, canaliser l'activité de la gauche abertzale sur le terrain de l'antirépression et neutraliser sa capacité d'initiative dans le processus souverainiste ; d'autre part, maintenir le PNV dans le giron de l'autonomisme, par le biais d'accords de gestion.

1- cf. article paru dans le numéro 267 de Courant Alternatif (février 2017)

2- Txetx Etcheverry, leader altermondialiste du mouvement Bizi !, Michel Berhocorigoin, ancien président de la Chambre d'agriculture alternative du Pays Basque; Michel Tubiana, président d'honneur de la Ligue française des droits de l'homme et du citoyen.

3 -"Le samedi 8 avril, soyons des milliers d'artisans de la paix à contribuer à un avenir sans violence et démocratique pour le Pays Basque".

4 -L'opération était extrêmement bien préparée. La localisation de 8 caches d'armes, réparties au Pays Basque nord et en Béarn, était transmise aux autorités politiques et judiciaires ; 172 observateurs, des militant-es mandatés par les “artisans de paix” et qui ont eu la garantie qu'il n'y aurait pas de poursuites à leur encontre, étaient présents sur les lieux avant l'arrivée des gendarmes du département, des gendarmes mobiles, des CRS, des équipes de démineurs et de nombreux effectifs de la police judiciaire et de la sécurité intérieure.

5 - Au programme, film-débat sur écran géant et table ronde organisés par Bake Bidea, puis grand rassemblement avec photo aérienne… Le sens du spectaculaire dont le Pays Basque a le secret…

Quelques chiffres

Les médias insistent sur les 829 morts provoqués par ETA entre 1968 et 2011(dont 486 agents militaires et policiers), ne voyant les victimes que dans un camp. Même si M. Felk, ministre de l'Intérieur français, a eu le 8 avril "une pensée particulière pour "toutes les victimes", il a sans surprise ajouté : "et notamment pour les policiers et membres de la Garde civile".

Depuis les années, près de 500 gudari (combattant-es) sont morts dans des affrontements, des assassinats par la police, des actions de groupes parapoliciers (Triple A - Alianza Apostolica Anticomunista), Guerrilleros de Cristo Rey, BVE -Bataillon Basque espagnol, GAL- Groupes Antiterroristes de Libération) ou des circonstances causées par le conflit. Il s'agit de membres d'ETA, mais aussi d'Iraultza, d'Iparretarrak en Pays Basque Nord, et des Commandos autonomes anticapitalistes. Sans compter les « simples » militant-es assassinés par l'Etat. Très peu des auteurs de ces assassinats furent jugés et condamnés, et la majorité d'entre eux le furent pour des peines dérisoires.

342 militant-es politiques basques sont prisonniers, dont 280 à plus de 500 km de leur domicile (seulement 2 accomplissent leur peine au Pays Basque). Ils sont disséminés dans 45 prisons à travers l'Espagne et 75 sont détenus en France. Cette politique de dispersion a causé la mort de 16 personnes parmi celles qui vont leur rendre visite et plus de 400 accidents.

13 détenus basques sont gravement malades.

5657 cas de tortures liés à des arrestations policières ont été recensés par la fondation Euskal Memoria entre 1967 et 2014.

Des dizaines de militant-es sont encore réfugiés et exilés

6 - Les gouvernements d'Euskadi et de Navarre, la CAPB (Communauté d'agglomération du Pays basque nord) et tous les partis et syndicats de différentes tendances du Pays Basque sud, à l'exception du Parti Populaire et de son équivalent navarrais, l'UPN (Union du peuple navarrais), et du Pays Baque nord (à l'exception du FN) ont appuyé l'initiative

Cette action du 8 avril a été fortement médiatisée. Elle était spectaculaire et inédite : le désarmement d'une organisation de lutte armée impulsé par la "société civile", accompagné par les institutions basques (6), aidé par la communauté internationale et consenti dans son acte ultime par les autorités françaises.

Avec cette journée du 8 avril se dessine une vision optimiste selon laquelle le désarmement total d'ETA permettrait, de façon incontournable, de faire tomber le mur du statu quo érigé par les Etats français et espagnol, et de "réarmer" le processus de résolution du conflit dans sa globalité.

En effet, l'espoir est que le désarmement serve de levier pour faire avancer l'ensemble des autres éléments de la résolution du conflit, en priorité celui de la situation des prisonnier-es et des exilé-es ; or tout changement de conditions d'incarcération passe forcément aujourd'hui par les Etats.

Et l'équilibre fragile obtenu pour le 8 avril, fruit d'un travail de longue haleine, n'est pas acquis pour la suite. Le président du gouvernement basque, Iñigo Urkullu (PNV) n'a pas adhéré entièrement à la démarche de la société civile qui le privait de la centralité à laquelle il aspire depuis la Conférence d'Aiete (qui signe l'abandon de la lutte armée par ETA, en octobre 2011). Le gouvernement français n'a pris aucun engagement ferme vis-à-vis des points fondamentaux, tels le sort des prisonnier-es, qui restent à traiter. Les autorités espagnoles répètent qu'il ne peut "y avoir ni transactions ni concessions" avec la "banda terrorista" et ses soutiens ; elles veulent une reddition pure et simple d'ETA, avec humiliation des perdants et reniement de leur engagement.

Donc espoir, certes, mais aussi lucidité. Le conflit que vit le Pays Basque n'a pas commencé avec la création d'ETA et ne se termine avec son désarmement. Et celui-ci ne fait pas disparaître la complexité des problèmes. Chacun-e est conscient que ce sera long et difficile d' obtenir la résolution intégrale et définitive des conséquences du conflit ; et que sera également longue et difficile la lutte qui permettra de traiter non plus seulement les conséquences du conflit mais aussi ses causes. On est encore loin de la paix...

L'après 8 avril reste à construire. Enjeu d'envergure, puisqu'il déterminera la mémoire et le point de vue des générations futures. Leur rapport au passé et à l'avenir.

Pays basque, le 18 avril

ETA, près de 50 ans qui ont marqué la vie politique du Pays Basque

Sous le franquisme

C'est en décembre1958, en plein régime franquiste, qu'est créée ETA (Euskadi ta Askatasuna = Pays Basque et Liberté) par des membres du groupe Ekin, essentiellement étudiants, en réaction à la passivité du PNV (Parti nationaliste basque).

L'apparition d'ETA entraîna, en peu d'années, une profonde transformation idéologique au sein du nationalisme basque. Des concepts comme la race ou la religion furent totalement rejetés, tandis que d'autres, comme l'euskara (langue basque) et la libération sociale, absente jusqu'alors d'une bonne partie du nationalisme antérieur à la Guerre Civile, apparurent pour la première fois.

Très vite, ETA a précisé ses objectifs stratégiques : indépendance, socialisme, réunification et re-euskaldunisation (réappropriation de la langue basque). En même temps, elle s'est définie comme Mouvement révolutionnaire basque de libération nationale.



ETA dans toute son histoire a été traversée de tellement de courants, de scissions, de débats qu'il est difficilement de l'étiqueter dans sa continuité. Elle ne ressemble à aucune autre organisation connue : elle n'a pas de filiation historique comme l'IRA ; ce n'est pas un parti politique. Son activité ne s'est pas cantonnée à la lutte armée et la place qu'elle pouvait avoir dans les luttes en général fut au centre de tous les débats. Elle a été influencée par les modèles de libération des années 60 (tiers-mondisme, maoïsme, castrisme, trotskysme...), mais elle les a utilisés plus qu'adoptés. Il n'y a pas de coupure radicale avec les masses.

Du marxisme, ETA va adopter ce qu'il y a de meilleur (influence des positions de classe face au nationalisme "bourgeois", prise en compte des travailleurs immigrés au sein du prolétariat basque) mais aussi de pire (stratégies réformistes, concepts de Parti et d'"Etat révolutionnaire").

Dans les années 70, on retiendra deux événements marquants :

- le procès de Burgos (1970) : 6 militants d'ETA, jugés par un tribunal militaire pour la mort du tortionnaire Manzanas, chef de la police franquiste, sont condamnés à mort. Leur peine sera commuée en réclusion à perpétuité sous la pression des mobilisations internationales ; ETA devint alors la référence contre le franquisme, non seulement au Pays Basque Sud, mais aussi dans l'État espagnol, et même au delà.
- l'exécution spectaculaire de l'amiral Carrero Blanco, premier ministre du gouvernement espagnol et dauphin de Franco.

Au temps de la "jeune démocratie"

En 1975, année de la mort de Franco, la pression des luttes populaires en Euskadi atteint un niveau inégalé. Vu la

faillite du mode politique dictatorial, l'objectif des dirigeants de l'Etat espagnol va être de concéder certaines formes d'expression à la revendication nationale basque sans toutefois céder sur l'essentiel : le droit à l'autodétermination. Le statu quo sur cette question sera maintenu avec la nouvelle Constitution de 1978, qui fait des forces armées les garantes officielles de l'intégrité territoriale de l'Espagne. La résistance armée d'ETA se poursuit, plus âpre, tandis que le PNV négocie avec Madrid un statut d'autonomie (voté au Congrès en 1979 avec 54% de oui et 40% d'abstention), pour les trois provinces d'Alava, Biscaye et Guipuzcoa, la Navarre en étant exclue. L'Etat espagnol garde pour lui les compétences stratégiques (armée, monnaie, diplomatie, aéroports, frontières, douanes, finances, maintien de l'ordre).

Une des raisons de la persistance et de la vitalité du nationalisme révolutionnaire d'ETA après la chute de la dictature et au cours de ladite "transition démocratique" est, d'une part, que ETA croit à cette époque à l'insurrection générale sonnant l'heure de l'avènement d'un Etat socialiste basque, à la fois libérateur de l'oppression nationale et de l'exploitation capitaliste, et d'autre part que ses actions coïncident avec une période ascendante de mobilisation et de luttes sociales de toute une population (antinucléaires, féministes, solidarité internationale, grèves ouvrières...).

Appui populaire mais pas adhésion

Si la lutte armée a acquis une grande valeur symbolique au Pays Basque (et au delà), c'est qu'elle n'a été pendant longtemps que la seule expression publique possible du mouvement social. Ensuite, ce qui a accru sa légitimité, c'est qu'elle s'est articulée sur des contradictions sociales, telles que les luttes ouvrières, ou d'autres mobilisations, en intervenant pour résoudre des conflits enkystés par l'intransigeance patronale et étatique. Ceci est illustré par la lutte contre la centrale nucléaire de Lemoniz où, malgré des manifestations monstres (100 000 à 150 000 personnes), la technocratie et le gouvernement espagnols ne cédaient rien. Ce n'est qu'après plusieurs sabotages, attentats et l'assassinat de l'ingénieur en chef puis du directeur de la centrale en 1981 que le projet de centrale a été définitivement arrêté. Certes, cet exemple, comme d'autres, montre que le sens de la lutte armée est ambivalent, les acteurs sociaux risquant d'être dépossédés de leurs enjeux par les "militaires". D'ailleurs, des critiques très fortes à l'encontre d'ETA, et des demandes qu'elle ne se mêle pas d'intervenir dans certaines luttes, se sont plusieurs fois exprimées. ETA ne peut pas trop se permettre d'imposer à l'ensemble du mouvement sa ligne politique sous peine de perdre sa légitimité. D'où la nécessité pour elle de sentir la réalité sociale et d'en tenir compte. Si les gudari (combattant-es) d'ETA ont bénéficié d'un appui populaire incontestable, cela ne veut pas dire adhésion ni obédience. Dès les années 80, des voix se sont élevées au sein même des abertzale de gauche pour réprouver des attentats jugés illégitimes et pour interroger l'existence même d'ETA : l'assassinat, en 1986, d'une ex-militante Yoyes pour avoir accepté la proposition du gouvernement espagnol de retour au pays ; l'attentat en 1987 au centre commercial Hipercor de Barcelone, provoquant 21 morts ; des enlèvements, attentats et assassinats contre des journalistes, des élus, dans les années 90 .... En juin 2000, le groupe Aralar quitte Herri Batasuna pour fonder un parti, voulant représenter la gauche abertzale non-violente, opposée à violence d'ETA comme à celle de l'Etat espagnol.

Vers l'adieu aux armes

ETA a tenté à plusieurs reprises d'ouvrir et de faire aboutir des négociations avec l'Etat espagnol, mais toutes ont échoué, amenant chaque fois l'organisation à reprendre les armes. Sauf en 2011, quand ETA a annoncé "l'arrêt définitif de son action armée", de façon unilatérale et sans aucune contrepartie.

La stratégie répressive des gouvernements contre ETA, et au delà contre l'ensemble du mouvement abertzale indépendantiste, s'est perfectionnée au cours des décennies. On sait les méthodes extralégales, comme les commandos paramilitaires et parapoliciers des années 76 à 79, puis de 82 à 87, menant la" guerre sale" (assassinat de réfugiés d'ETA ou présumés tels) au Pays Basque sud et nord, l'Etat espagnol s'assurant de la collaboration de l'Etat français et de l'appui de l'Europe. L'Etat espagnol s'est aussi doté de moyens techniques et légaux, toujours plus redoutables au fil des ans, qui permettent de harceler et de réprimer la gauche abertzale, d'extrader des réfugié-es, de fermer des journaux, des radios, d'interdire des images, des drapeaux, d'arrêter des gens, de les emprisonner, d'illégaliser des associations, des partis ... au nom de l'antiterrorisme et du "tout est ETA".

Ces coups portés par la répression ont contribué incontestablement à affaiblir l'organisation de lutte armée ; mais pas seulement elle. Toutes les structures de contre-pouvoir du mouvement indépendantiste ont été touchées.

Outre la répression forcenée, on peut pointer rapidement plusieurs autres raisons qui ont poussé ETA à rendre les armes. Les positions révolutionnaires au Pays Basque sont en voie de régression dès les années 90, comme partout ailleurs, et les visions de la gauche abertzale sont devenues celles de la social-démocratie. Il était essentiel pour ETA, désignée comme terroriste, de se démarquer des attentats destinés à tuer à l'aveugle (11 septembre 2001 à NY, 11 mars 2004 à la gare de Madrid...). En Irlande, l'IRA provisoire a abandonné les armes en 2005, et cela apparaît comme un modèle et une référence importants au Pays Basque. Les indépendantistes basques regardent avec envie la Catalogne qui avance sur le terrain de sa souveraineté et gêne énormément le pouvoir central sans pour autant utiliser la lutte armée. Le choix de la voie électorale pour agir au sein des institutions n'apparaît plus compatible avec la lutte armée. De plus, les illégalisations empêchent ou rendent très compliquée toute candidature, faisant perdre à la gauche abertzale de la crédibilité et du potentiel politique et électoral, et laissant vides des places dont s'emparent d'autres partis. Aujourd'hui, le désarmement d'ETA est présenté par la gauche abertzale comme l'ouverture d'une nouvelle séquence politique, d'une nouvelle phase de lutte dont l'objectif est l'indépendance, selon des voies pacifiques et démocratiques...

Pays basque, le 18 avril



José María Ryan, ingénieur en chef de la centrale de Lemóniz, exécuté par l'ETA.



Et hop, plus haut que Carrero Blanco --

L'économie en brèves

A propos de l'indépendance des medias

Il faut se rappeler de temps en temps que soit un media est contrôlé par l'état, soit par un propriétaire privé. Mais on a atteint aujourd'hui des sommets en matière de concentration et de contrôle de l'information par les grandes entreprises. Il y a toujours eu des grands patrons de presse, et il y en a encore aujourd'hui, tels qu'Alain Weill (BFM et RMC), la famille Mohn (M6, W9, RTL, Fun radio, VSD, Capital) ou la famille Baudecroux (groupe NRJ)... Le règne d'Hersant de ce point de vue est terminé Mais on n'avait jamais connu jusqu'à ces dernières décennies une implication aussi directe des très grandes entreprises. Tout le monde sait que Bouygues possède le groupe TF1, Bolloré Canal+, et Dassault Le Figaro. Mais Le Monde S.A., par exemple, qui possède Le Monde mais aussi 51% des parts du Monde Diplomatique, est détenu à 80% par Pierre Bergé et Xavier Neel, le PDG de free, et est propriétaire aussi du Nouvel Obs. Le Parisien et tous ses succédanés, c'est LVMH à 100%, de même que Les Echos. SFR (Patrick Drahi) possède Libé et L'Express. Lagardère, en association avec le Qatar, possède Europe 1, Match et le JDD. François Pinault, c'est Le Point... Bref, que de la presse libre et indépendante!

Issus de l'immigration

D'après l'I.N.S.E.E., en 2015, 7,3 millions de personnes nées en France avaient au moins un parent immigré, soit 11 % de la population. Parmi eux, 45 % sont d'origine européenne (essentiellement Espagne, Portugal et Italie), 31% viennent du Maghreb. La majorité (55%) sont issus d'un couple mixte (un seul des deux parents est immigré). Les deux tiers de ceux qui vivent en couple le sont avec quelqu'un qui n'est ni immigré, ni issu de l'immigration. Les enfants d'immigrés sont un peu moins concentrés en région parisienne que leurs parents, mais plus quand même que la moyenne. En bref, on peut parler d'une intégration assez rapide quand on regarde la composition des couples (des parents comme des enfants).

Source: INSEE première, n°1634, février 2017

Résultats du dernier «testing» du ministère du travail sur les discriminations à l'embauche. Il s'agit cette fois d'une enquête portant uniquement sur les entreprises de plus de 1000 salariés. 43 ont été testées sur 9 secteurs d'activité avec 1500 paires de CV. Le choix des employeurs se porte deux fois plus sur une candidature dite « hexagonale » que sur un candidat « maghrébin ».

Source: Observatoire des Inégalités, 14 mars 2017

Jeunes

Il s'agit dans cette étude des jeunes de 15 à 29 ans, ce qui est une tranche un peu trop large pour être significative (on ne vit généralement pas de la même façon à 15 et à 29 ans). En 2015, 43% d'entre eux occupaient un emploi, 10% étaient au chômage, 15% n'étaient ni en emploi ni en formation, et donc 32% étaient scolarisés. 13,5% des jeunes scolarisés travaillent, c'est-à-dire sans doute beaucoup moins chez les lycéens et beaucoup plus chez les étudiants. Le taux d'emploi des jeunes s'est stabilisé depuis 2012, mais le taux de sous-emploi a augmenté. Autrement dit, la proportion de jeunes qui travaille reste stable, mais une part plus importante d'entre eux occupe un temps partiel non souhaité. Les jeunes qui travaillent sont plus fréquemment salariés que le reste de la population (donc le statut d'auto-entrepreneur ne s'est pas autant répandu que ça dans cette tranche d'âge), par contre ils sont plus souvent sur des contrats précaires (la moitié des salariés de 15 à 24 ans, un peu moins du quart à partir de 25 ans).

Source: DARES résultats n°16, mars 2017

70% des 18-24 ans bénéficient d'un soutien financier régulier de leurs parents, 90% de ceux qui font des études. Pour ces derniers, quand ils ne vivent plus chez leurs parents, ils perçoivent en moyenne 500€ par mois. Evidemment, ce n'est pas égalitaire: les enfants d'ouvriers perçoivent en moyenne 2,5 fois moins que les enfants de cadres. Un quart des étudiants a travaillé dans la semaine précédant l'enquête. Pour ceux qui ont fini leurs études et travaillent, le salaire moyen est de 1250€ par mois, mais à la différence des 25 ans et plus, ils ne perçoivent quasiment pas d'aides. Donc, la moitié d'entre eux vivent encore chez leurs parents. En fait, seulement un quart des 18-24 ans ne vit plus du tout chez ses parents, un bon tiers de ceux qui travaillent .

Source: INSEE première n°1603,, juin 2016

Etiquetage alimentaire : vive la transparence!

Il est question d'obliger les industriels à un peu plus de clarté et de lisibilité dans leur étiquetage. Un système avait été proposé par les chercheurs, basé sur les informations fournies légalement par les industriels, allant du vert au rouge. Evidemment, beaucoup d'industriels allaient se retrouver dans le rouge. L'association nationale des industries alimentaires et la fédération du commerce et de la distribution ont bien vu le danger. Ils ont immédiatement proposé leur propre système. Le rouge serait remplacé par du violet pour l'effet psychologique. Surtout, les informations ne sont pas les mêmes et ne seraient pas contrôlées. Quatre systèmes d'étiquetage étaient en concurrence et ont été testés en conditions réelles. Mais là, c'est du sérieux, il y a de gros sous en jeu, donc pas question de confier l'expérimentation à des scientifiques... Elle a été confiée au Fonds Français Alimentation Santé, financé par l'industrie, qui s'appuie aussi sur une agence de communication. Le tout sans appel d'offres et sans publication des procédures scientifiques de validation. Lorsque les scientifiques ont protesté, on leur a répondu... qu'on ne pouvait pas leur confier l'expérimentation puisqu'ils n'étaient pas neutres puisqu'ils défendaient un des systèmes! En résumé, on considère que l'industrie agro-alimentaire est le véritable garant de notre santé, les chercheurs du public étant soupçonnés de partialité... Bon appétit!

Source: The Conversation France

Le travail tue

Si on ne considère que les salariés du privé au régime général de la sécurité sociale, il y a un peu plus de 500 accidents mortels du travail par an. Il faut y rajouter les accidents mortels sur le trajet pour se rendre au travail et les décès suite à une maladie professionnelle. On arrive alors à plus de 20000 décès entre 2000 et 2015 (9500 accidents mortels du travail, 4400 accidents mortels de trajet, 7300 décès dûs à une maladie professionnelle). La France est la championne de l'Union Européenne en matière d'accidents du travail, elle a réussi à devancer le Portugal en 2013. D'après Eurostat, 1,5% des salariés des 28 pays de l'Union Européenne ont été victimes d'un accident du travail (pas forcément mortel) en 2013. Mais pour la France, c'est un peu plus de 3%. Ceci dit, on doit mettre un bémol à ce classement: il y a sûrement des pays où les accidents du travail ne sont pas systématiquement déclarés (d'après ce classement, la Roumanie et la Bulgarie sont les deux pays où la sécurité au travail est la mieux respectée, ce qui me semble étonnant, d'autant que beaucoup d'ex-pays de l'est sont très bien placés). Ceci ne retire rien au scandale que constituent ces plus de 20000 décès, dont on sait qu'ils auraient généralement pu être évité en dépensant un peu d'argent pour la sécurité.

Source: Sud,mars 2017



Les femmes dans la révolution russe

Dans un précédent C.A (N° 267), nous écrivions « ... Pour tous il s'agit toujours d'écarter de la commémoration et de la mémoire l'acteur principal des événements : le peuple. Pas ce peuple fantasmé qui prétend unir toute une nation derrière un intérêt collectif et commun, mais le peuple réel, celui des ouvriers, des paysans et des petits artisans... » L'histoire de la révolution russe fut écrite surtout par les vainqueurs bolcheviks puis staliniens : des Hommes. Pourtant, la moitié de ce peuple réel acteur de la révolution sociale était des Femmes. Femmes de tout horizon social et politique mais très majoritairement : ouvrières d'usines, domestiques ou paysannes. Elles aussi abattront l'ordre bourgeois en Russie. Nous publions ci-dessous des extraits de *Pour une histoire du mouvement ouvrier féminin en Russie* d'Alexandra Kollontaï (1872-1952), publiée en 1920. *

MZ. Caen. 15 04 2017

* http://revueperiode.net/pour-une-histoire-du-mouvement-ouvrier-féminin-en-russie/

Extraits qui retracent une histoire du mouvement ouvrier « féminin » en Russie depuis le dernier quart du XIXe siècle jusqu'à 1908, année du premier Congrès pan-russe des femmes.

Où dans le temps doit-on situer le début du mouvement ouvrier féminin en Russie ? En vertu de sa nature même, le mouvement ouvrier féminin est partie intégrante du mouvement ouvrier en général ; il est impossible de les séparer l'un de l'autre. Dans tous les soulèvements et dans toutes les émeutes d'usines, qui furent si déplaisantes pour le tsarisme, elle a participé sur un pied d'égalité avec l'ouvrier.

... Les ouvrières jouèrent un rôle actif dans les troubles qui eurent lieu à l'usine de Krengol'mskaïa en 1872 et dans les émeutes de 1874 à l'usine textile Lazarev à Moscou ; les femmes ont été impliquées dans la grève de 1878 à l'usine Novaïa Pria-dil'nia à Saint-Pétersbourg et, en 1885, elles ont guidé les ouvriers du textile lors de la célèbre grève d'Orekhovo-Zouïevo : les bâtiments de l'usine furent détruits et le gouvernement tsariste dut édicter dans l'urgence, le 3 juillet, une loi interdisant le travail de nuit des femmes et des jeunes.

... Il convient de noter que les vagues spontanées de grève qui, dans les années 1870 et au début des années 1880, poussèrent le prolétariat russe à l'action, touchèrent en particulier l'industrie textile, où une force de travail féminin à bon marché était invariablement employée. Cependant, à cette période, les troubles étaient de nature purement « économiques » ; c'était une réponse au chômage et à la grave crise de l'industrie cotonnière. Il n'en était pas moins extraordinaire que la jeune travailleuse, politiquement naïve et ployant désespérément sous le poids de rudes, d'insupportables conditions de travail, méprisée par tous (même par la moitié féminine de la petite-bourgeoisie urbaine dont elle différait par sa ferme fidélité aux vieilles traditions paysannes) soit à l'avant-garde, combattant pour les droits de la classe ouvrière et pour l'émancipation des femmes.

Les difficiles conditions de vie auxquelles les salariés indépendants du prolétariat avaient à faire face, poussaient l'ouvrière à agir ouvertement contre le pouvoir des employeurs et contre sa propre réduction en esclavage par le capital. En se battant pour les droits et les intérêts de sa classe, l'ouvrière traçait inconsciemment la voie à la libération de son sexe des chaînes spécifiques qui l'entravaient et qui produisaient, y compris au sein de la classe ouvrière unie, une situation d'inégalité en termes de statuts et de conditions de travail.



Manifestation de femmes avec leurs foulards..., février 17 à Pétrograd, suite aux rationnements de pain. Beaucoup de soldats sont spectateurs, les jours suivants ils les rejoindront dans la rue, avec les ouvriers, et balaieront ensemble le tsarisme.



Ce sont des femmes, les ouvrières du textile, qui ont débuté la révolution russe de février 1917 qui a renversé la dictature tsariste et fait le premier pas de la mise en place du pouvoir aux travailleurs

… En période de troubles et de grèves, la femme du prolétariat, piétinée, craintive et privée de droits, grandit soudainement et apprend à se tenir haute et droite. La « femelle » égocentrique, étroite d'esprit et arriérée politiquement, devient une égale, une combattante et une camarade. Cette transformation est inconsciente et spontanée, mais elle est importante et significative parce qu'elle révèle de quelle manière la participation de l'ouvrière au mouvement ouvrier la conduit vers sa libération, non seulement en tant que personne vendant sa force de travail, mais aussi en tant que femme, épouse, mère et ménagère.

… À la fin des années 1890 et au début du XXe siècle, il y eut de nombreux troubles et une série de grèves dans les usines qui employaient principalement le travail féminin : à l'usine de tabac de Chapchal, dans les filatures Maxwell à Saint-Pétersbourg, etc.

… Dans toutes les émeutes d'usine et les insurrections tant détestées par le tsarisme la femme prit une part égale à côté de l'ouvrier homme. La 'révolte d'avril' en 1895 à l'usine Yaroslav fut menée avec l'aide et sous l'influence des tisserandes. Lors des grèves économiques de 1894-96 à Saint Petersbourg et lors de la grève historique des ouvriers du textile en 1896, les ouvrières et les ouvriers débrayèrent ensemble à l'unanimité.

… En ce début de XXe siècle, l'expérience des six millions de femmes prolétaires de Russie était un long cycle de la faim, du dénuement et de l'humiliation. La journée de travail était de douze heures ou, à tout le moins, onze. Les femmes travaillaient pour des salaires de misère de douze ou treize roubles par mois et elles vivaient dans des baraquements surpeuplés. Lorsqu'elles étaient malades, enceintes ou au chômage, elles ne recevaient d'aide ni du gouvernement ni de la société, et il était impossible d'organiser un système d'aide mutuelle car le gouvernement tsariste s'attaquait sans merci à tous les efforts d'organisation de la part des ouvriers. Tel était le sort de l'ouvrière. Ses épaules ployaient sous le poids d'une insupportable oppression.

… Au début du XXe siècle encore, l'ouvrière ordinaire évitait la politique et la lutte révolutionnaire. Même plus tard, alors que le marxisme s'était fermement établi au sein du mouvement ouvrier russe, les femmes prolétaires ne participaient qu'occasionnellement à la vie politique. A cette époque, les membres actives des organisations clandestines étaient des femmes de l'intelligentsia, pas des ouvrières. Il n'arrivait que rarement qu'on parvienne à convaincre une jeune travailleuse d'assister à une réunion non autorisée. Les ouvrières ne venaient pas non plus aux cours du dimanche soir qui se tenaient à la périphérie de Saint-Pétersbourg et qui étaient alors la seule « alternative légale », la seule manière pour la grande masse des ouvriers d'entrer en contact avec les idées du marxisme et du socialisme révolutionnaire, présentées sous couvert de leçons inoffensives de géographie et d'arithmétique. Les ouvrières continuaient de passer à côté de la vie et de la lutte, croyant que leur destin était dans la marmite, le lavoir et le berceau.

La première révolution : 1905

La situation changea radicalement à partir du moment où le spectre rouge de la révolution plana pour la première fois sur la Russie de ses ailes fougueuses. L'année révolutionnaire 1905 créa une onde de choc au sein des masses ouvrières. ..//.. L'ouvrière russe prolétarienne, qui collabora indéfectiblement à toutes les manifestations politiques des années révolutionnaires 1905-1906, fut aussi arrachée à sa torpeur. Elle était partout. Si nous voulions relater les cas de participation massive des femmes dans le mouvement de l'époque, énumérer les formes actives de protestation et de lutte des ouvrières, rappeler toutes les actions désintéressées entreprises par les femmes prolétaires, leur fidélité aux idéaux du socialisme, nous devrions reconstruire scène par scène l'histoire entière de la révolution russe de 1905. Beaucoup se souviennent encore de ces années, car elles laissèrent de vives impressions ; beaucoup se rappellent encore ces femmes « grises » commençant à prendre vie. Les femmes écoutaient les orateurs lors des réunions pleines à craquer de l'organisation de Gapone (1), leurs visages impatients et pleins d'espoirs et leurs cœurs pétris d'enthousiasme. Alors qu'elles marchaient en rangs serrés dans les cortèges d'ouvriers, leurs visages étaient pleins d'énergie concentrée, de sentiment de triomphe et d'inébranlable résolution. En ce mémorable dimanche 9 janvier (2), elles étaient massivement présentes. Le soleil était étrangement radieux pour Saint-Pétersbourg. Il éclairait les visages des nombreuses femmes présentes dans la foule. Elles payèrent le prix fort pour leurs illusions et leur sincérité infantile, car nombreuses furent les femmes à faire partie des victimes de ce jour de janvier. L'appel à une « grève générale » circula d'atelier en atelier et fut entendu par ces femmes qui hier encore étaient dépourvues de toute conscience politique. Pour beaucoup de femmes, ce fut un premier avant-goût de l'action de grève.

Les ouvrières des provinces n'étaient pas en retard sur leurs camarades des plus grandes villes. Durant les journées d'octobre, harassées par le travail et de rudes conditions d'existence, à la limite de la famine, les femmes quittèrent les usines et,

(1) - G . A. Gapone (1870-1906), *prêtre orthodoxe russe et agent infiltré de la police secrète russe. Président de l'union des ouvriers d'usine de St Petersbourg, il jouissait d'une grande popularité. Il fut l'instigateur des manifestations du « Dimanche rouge ».*

(2) - *22 janvier 1905 : « Dimanche sanglant » date à laquelle une manifestation populaire sur la place du Palais d'Hiver à Saint-Pétersbourg fut réprimée dans le sang occasionnant plusieurs centaines de morts Cet événement est souvent considéré comme le point de départ de la révolution de* 1905.

au nom de la cause commune, privèrent leurs enfants de leur dernier bout de pain. L'ouvrière invita ses camarades masculins à arrêter le travail. Ses mots étaient simples, irréfutables et venaient droit du cœur. Elle entretenait l'espoir et insufflait de l'énergie à ceux qui étaient démoralisés. L'ouvrière se battait inlassablement et de manière désintéressée ; plus elle devenait active, plus son processus d'éveil intérieur s'accomplissait rapidement. L'ouvrière en vint peu à peu à comprendre le monde dans lequel elle vivait et les injustices du système capitaliste ; elle commença à éprouver avec amertume toutes les souffrances et les difficultés auxquelles les femmes faisaient face. Les voix de la classe ouvrière commencèrent à retentir plus clairement et énergiquement pour la reconnaissance non seulement des revendications générales de classe, mais aussi des besoins spécifiques et des revendications des ouvrières. En mars 1905, l'exclusion des femmes des élections des députés ouvriers de la commission Chidlovsky (3) fut la source d'un profond mécontentement …//.. Quand la commission Chidlovsky écarta la femme qui avait été désignée comme l'une des sept délégués de l'usine de Sampsonievsky, des ouvrières indignées, représentant plusieurs usines décidèrent de présenter à la commission la déclaration de protestation suivante :

« *Les députées ouvrières ne sont pas autorisées à siéger à la commission dont vous avez la présidence. Cette décision est injuste. Dans les usines et fabriques de Saint-Pétersbourg, il y a plus de femmes que d'hommes. Le nombre de femmes employées dans les usines textiles augmente chaque année. Les hommes se dirigent vers les usines offrant de meilleurs salaires. La charge de travail des femmes est plus lourde. Les employeurs profitent de notre impuissance et de notre absence de droits. Nous sommes plus mal traitées que les hommes et payées moins qu'eux. Quand cette commission a été annoncée, nos cœurs se sont remplis d'espoirs ; enfin, avons-nous pensé, le moment approche où l'ouvrière de Saint-Pétersbourg pourra s'adresser à la Russie entière et, au nom de toutes ses sœurs ouvrières, révéler l'oppression, les insultes et les humiliations dont nous souffrons et auxquelles les ouvriers hommes ne connaissent rien…* »

Privées de représentation, les ouvrières furent exclues de la vie politique au moment où, à travers la Première Douma d'État (4), la population avait pour la première fois l'opportunité de diriger les affaires du pays …//.. Il y eut des cas, notamment à Moscou, où des ouvrières interrompirent des réunions par leurs manifestations de protestation. Les réunions de femmes furent particulièrement nombreuses en 1905 et 1906.

… Jetez un œil aux journaux de 1905 et vous verrez la quantité d'informations qu'ils prodiguent sur les grèves et les manifestations de rue au cours desquelles les jeunes domestiques, même dans les régions les plus reculées de Russie, exprimaient leur insatisfaction. Les cuisinières, les blanchisseuses et les femmes de chambre se mettaient en grève, soit séparément soit sous la bannière commune de « domestiques » : le militantisme se propagea de région en région comme une épidémie. Les revendications étaient habituellement les suivantes : une journée de travail de huit heures, la mise en place d'un salaire minimum, de meilleures conditions de vie (la mise à disposition de chambres séparées), davantage de prévenance de la part des employeurs…

… En 1905, il n'y eut aucun endroit où on n'entendait pas la voix d'une femme qui parlait de sa vie et qui revendiquait de nouveaux droits. Le plus souvent les revendications des grévistes en 1905-1907 reflétaient les besoins des travailleurs femmes. Il existe guère de tract des grévistes dans les industries où travaillent les femmes qui ne revendique pas un congé de maternité payé (en général de dix semaines), des pauses pour l'allaitement des enfants, et la mise en place de crèches dans les usines.»

La révolution de 1905 a été pour des millions de femmes de la classe ouvrière, de la petite-bourgeoise et de la bourgeoisie, un éveil à la vie politique.

Dans les campagnes

…L'éveil politique des femmes ne se limita pas seulement aux pauvres des villes. Pour la première fois, la paysanne russe commença à penser opiniâtrement et résolument à elle-même. Au cours des derniers mois de 1904 et tout au long de l'année 1905, il y eu de continuelles « émeutes de femmes » dans les campagnes. La Guerre russo-japonaise donna une impulsion à ce mouvement. La paysanne, en tant qu'épouse et mère, subissait toutes les horreurs et les souffrances, toutes les conséquences sociales et économiques de cette maudite guerre. Alors qu'elle portait déjà sur ses épaules une double charge de travail et une double inquiétude, elle eut à répondre à l'accroissement de la demande de provisions alimentaires. Elle qui avait toujours été incapable d'être autonome et avait peur de tout ce qui se situait au-delà de son cercle familial immédiat, fut soudainement obligé de faire face à un monde hostile qu'elle ignorait. Elle était destinée à éprouver toutes les humiliations dues à son statut inférieur ; elle fit l'expérience de la violence des insultes injustifiées. Pour la première fois, les paysannes laissèrent leurs maisons, leur passivité et leur ignorance derrière elles, et se précipitèrent vers les villes pour arpenter les couloirs des institutions gouvernementales dans l'espoir d'obtenir des nouvelles d'un mari, d'un enfant ou d'un père, pour exiger des indemnités ou se battre pour d'autres droits. Les femmes voyaient clairement et de leurs propres yeux la laideur de la réalité ; elles n'avaient aucun droit et le système social existant était fondé sur le mensonge et l'injustice. Elles retournèrent dans leurs villages l'air grave et endurci, leurs cœurs pleins d'amertume, de haine et de colère. Dans le sud, durant l'été 1905, il y eut une série d' « émeutes de paysannes ». Avec une colère et une intrépidité à laquelle on ne s'attend ordinairement pas de la part de femmes, les paysannes menaçaient les troupes armées et la police et, fréquemment, frappaient ceux qui venaient réquisitionner des produits. Armées de râteaux, de fourchettes

(3) - *Commission formée en février 1905 à l'initiative du tsar Nicolas II. Composée de membres du gouvernement et de directeurs d'usines, la commission devait également inclure des délégués ouvriers élus. Mais incapable de satisfaire les revendications ouvrières en terme de représentation, la commission fut très rapidement dissoute.*

(4) - *Douma d'État, assemblée législative. La Première Douma fut convoquée par le tsar en avril 1906 en réponse aux événements révolutionnaire de 1905.*



A gauche, Alexandra Kollontai

et de balais, les paysannes chassaient les soldats des villages. Elles étaient bien sûr arrêtées, traduites en justice et sévèrement condamnées, mais les troubles ne diminuaient pas. Ces perturbations avaient pour objectif la défense des intérêts généraux des paysans et des intérêts spécifiques des femmes – les uns et les autres étaient si intimement enchevêtrés qu'il est impossible de les séparer et de considérer ces troubles comme faisant partie du mouvement « féministe ».

… Outre les protestations politiques, il y en avait d'autres motivées par les nécessités économiques. C'était une période de troubles et de grèves paysannes généralisées autour des questions agraires. Les paysannes y participaient souvent, en exhortant leurs hommes et, parfois, en initiant ces actions. Occasionnellement, quand les hommes hésitaient à faire un pas en avant, les femmes se rendaient seules sur le domaine du propriétaire pour exprimer leurs revendications. Et armées de ce qui leur tombait sous la main, elles prenaient les devants par rapport aux hommes du village pour affronter les forces expéditionnaires. Les paysannes, piétinées par des siècles d'oppression, devinrent elles-mêmes, de manière inattendue, des participantes actives et indispensables au drame politique qui se jouait. Durant la période de la révolution, elles se battirent, en étroite union avec leurs hommes, en défense des intérêts paysans communs, et avec un tact extraordinaire, elles mirent en avant leurs propres besoins en tant que femmes seulement quand cela ne menaçait pas de porter préjudice à la cause paysanne dans son ensemble.

Cela ne signifie pas que les paysannes restaient indifférentes ou ignoraient leurs propres besoins en tant que femmes. Au contraire, l'entrée massive des femmes sur l'arène politique dans son ensemble et leur participation à la lutte générale renforcèrent et développèrent leur conscience de la place qui était la leur. En 1905, des paysannes de la province de Voronej envoyèrent deux déléguées à un congrès de paysans afin de revendiquer des « droits politiques » et la « liberté » pour les hommes comme pour les femmes. Vint ensuite la lettre, de portée historique, envoyée par des paysannes des provinces de Voronej et de Tver à la Première Douma. Ainsi que le télégramme provenant de Nagatkino au député Alad'in : « En ce grand moment de lutte pour les droits, nous, les paysannes du village de Nagatkino, saluons les représentants élus qui expriment leurs suspicions à l'égard du gouvernement en réclamant la démission du ministère. Nous espérons que les représentants soutiendront les membres du peuple, leur donneront des terres et la liberté et ouvriront les portes des prisons pour libérer ceux qui combattent pour la liberté et le bonheur du peuple. Nous espérons que les représentants obtiendront les droits civiques et politiques pour eux-mêmes et pour nous, les femmes russes, qui sommes traitées avec injustice et privées de droits, y compris au sein de nos familles. Souvenez-vous qu'une esclave ne peut être la mère d'un citoyen libre. (Signé par les soixante-quinze femmes de Nagatkino) ».

Les paysannes du Caucase militaient tout particulièrement pour leurs droits. Dans la province de Koutaïssi, elles présentèrent des résolutions lors d'assemblées paysannes revendiquant l'égalité des droits politiques avec les hommes. Des femmes firent partie des délégués à une réunion dans la province de Tbilissi, où des représentants des villes et des campagnes se rassemblèrent pour discuter de la question de l'introduction du système des zemstvos (5) dans le Caucase, et ces femmes insistèrent sur la nécessité que les femmes disposent de droits.



Lénine et Trotski, très prudes, estimaient le couple fidèle comme la forme naturelle d'expression amoureuse. Au courant de ses nombreuses liaisons, Lénine qualifie la vision de Kollontaï de « décadente ».

… Outre les revendications d'égalité politique, partout les paysannes élevèrent naturellement la voix pour défendre leurs intérêts économiques ; la question de la distribution des terres était un sujet de préoccupation pour elles tout autant que pour les hommes. Dans certaines régions, les paysannes soutinrent chaleureusement l'idée de confisquer les terres soumises à la propriété privée, mais perdirent leur enthousiasme lorsqu'il apparut que les femmes pourraient ne pas bénéficier de la redistribution. Leur réaction fut de dire : « S'ils prennent les terres aux propriétaires et ne les donnent qu'aux hommes, cela sera synonyme pour nous, femmes, d'esclavage absolu. » « Actuellement, nous gagnons au moins nos propres kopecks, mais s'ils divisent la terre de cette manière, nous travaillerons simplement pour les hommes au lieu de travailler pour les propriétaires. » Cependant, les craintes des paysannes étaient complètement infondées, car, pour des raisons strictement économiques, les paysans ne pouvaient que réclamer simultanément des terres pour leur contrepartie féminine. Les intérêts agraires des paysans et des paysannes sont si étroitement liés qu'en combattant pour l'abolition du système actuel, oppressif, de répartition des terres, les paysans combattaient aussi pour les intérêts économiques de leurs femmes. Et en même temps, les paysannes, en combattant pour les intérêts économiques et politiques de la paysannerie en général, apprirent à lutter pour les besoins et les revendications spécifiques des femmes. Cela valait également pour les ouvrières qui luttèrent inlassablement pour le mouvement de libération général et qui contribuèrent plus encore que leur sœurs des campagnes à préparer l'opinion publique à accepter le principe de l'égalité des femmes. La réalisation de l'égalité civique pour les femmes en Russie soviétique fut rendue possible par les luttes spontanées des masses féminines, ouvrières et paysannes, qui débutèrent avec la première révolution russe de 1905.....etc.

A. KollontaÏ.



(5) - *Le zemstvo désigne une forme de gouvernement local institué en 1864. Sa création s'inscrivait dans le cadre des réformes libérales mises en œuvre sous le règne d'Alexandre II. Le système des zemstvos sera remplacé en 1918 par celui des conseils ouvriers (soviets).*

Alexandra Kollontaï (1872-1952)



La bolchevik : elle est la plus célèbre théoricienne et militante féministe bolchevique. Son féminisme empreint de marxisme l'amènera à combattre le féminisme bourgeois ennemi des « travailleuses ». A. Kollontaï condamne et combat le féminisme de son époque, le considérant comme « individualiste et bourgeois »*, puisqu'il détourne de la lutte des classes en affirmant qu'il n'y a pas qu'une domination économique, mais aussi une domination des genres. Toutefois, elle œuvrera pour l'émancipation des femmes dans le combat communiste .

En 1902, elle adhère au Parti Ouvrier Social-Démocrate -marxiste- de Russie (POSDR). Elle rejoint les mencheviques, en raison de son rejet de l'action militarisée des bolcheviques,

En 1914, elle s'oppose à la guerre impérialiste et rejoint alors Lénine et les bolcheviques. Elle participe à la Révolution d'octobre 1917 et devient en novembre Commissaire du peuple à l'Assistance publique, (ministère de la Santé). Elle est la première femme au monde à devenir ministre.

En 1919, elle crée avec avec Ines Armand et l'appui de Lénine, « le Zhenotdel », ministère russe consacré aux affaires féminines, qui restera sous son égide. Il a pour mission l'amélioration des conditions de vie des femmes dans la Russie soviétique. Elle prône la libération des femmes en socialisant nombre de taches ménagères : laveries collectives, gardes d'enfants etc.

L'action d'Alexandra Kollontaï, en tant que « commissaire du peuple », et de ses « camarades femmes » leur permet d'obtenir le droit de vote et d'être élues, le droit au divorce par consentement mutuel, l'accès à l'éducation, un salaire égal à celui des hommes, des congés de maternité et l'égalité de reconnaissance entre enfants légitimes et naturels. Le droit à l'avortement est obtenu. Sont supprimés du code pénal, de même que l'autorité du chef de famille disparaît du code civil, L'adultère comme l'homosexualité. En fait, des dirigeants comme Lénine considéraient l'homosexualité comme une dégénérescence bourgeoise qui disparaîtrait toute seule avec l'instauration du socialisme ou grâce aux progrès de la médecine. En 1920, elle participe à fonder une fraction interne au Parti, « l'Opposition ouvrière ». En 1921, lorsque Lénine impose la NEP – la nouvelle politique économique – elle s'oppose à lui et l'accuse d'être devenu un défenseur du capitalisme. En 1923, A Kollontaï devient chef de l'ambassade de l'Union soviétique en Norvège puis au Mexique, en Suède, en Finlande. Elle est alors la première femme au monde à occuper le rôle d'ambassadeur. Placards dorés ? Ses missions diplomatiques lui auront sans doute évité les purges staliniennes. Elle renonce à ses fonctions en 1945 et termine sa vie à Moscou, où elle décède en 1952. Elle restera jusqu'à la fin de sa vie une communiste et une féministe convaincue,

« la scandaleuse » ou « l'immorale ». Bolchevique convaincue et féministe déterminée, A Kollontaï provoquera de nombreuses polémiques, sur la place des femmes dans la société soviétique, qui irriteront plus d'une fois ses camarades du parti. Elle pense que le mariage et la fidélité seront amenés à disparaître car liés à l'idéologie bourgeoise et capitaliste. De même, elle s'interroge sur le devenir de la cellule familiale dans une société soviétique où la femme émancipée des contraintes économiques, les liaisons hommes/ femmes devront être axées autour des attirances sexuelles naturelles. La presse de l'époque bolchevisée ou à liberté restreinte, dénonce avec virulence sa vie sulfureuse, scandaleuse et immorale. Étant contre une morale sexuelle et l'institution familiale, ses propos, ses écrits, sa vie, ses nombreuses liaisons amoureuses, lui vaudront une hostilité marquée à l'intérieur du parti bolchevique. Bien que soutenue par Lénine lui-même, celui-ci la décrira comme une « décadente ».

** Tout comme d'ailleurs Emma Goldman.*

Un certain 8 mars 1917

Le 8 mars 1917, en Russie, les femmes manifestent pour réclamer du pain et le retour de leurs maris partis au front. C'est le premier jour de la Révolution Russe.

Les manifestations de femmes ouvrières qui se déroulent à Petrograd en 1917 amorcent la révolution russe.

L'insupportable misère de l'hiver 1916-17 en Union Soviétique fait éclater la révolution. Le 23 février 1917 (du calendrier Grégorien, date correspondant au 8 mars dans notre calendrier Julien), à l'occasion de leur « Journée internationale », les femmes ouvrières et ménagères défilent paisiblement à Petrograd (Saint Pétersbourg), la capitale russe de l'époque. Elles réclament du pain et le retour de leurs maris partis au front, la paix et... la République ! Les difficultés d'approvisionnement liées au froid poussent un grand nombre d'ouvriers des usines Poutilov, les plus importantes de la ville, à faire grève et à se joindre au défilé.

« Sans tenir compte de nos instructions, les ouvrières de plusieurs tisseries se sont mises en grève et ont envoyé des délégations aux métallurgistes pour leur demander de les soutenir... Il n'est pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution. »

Trotsky,
Histoire de la Révolution russe.

Cette manifestation pacifique marque le début de la fin du règne du tsar Nicolas II, empêtré dans les difficultés de la Grande Guerre (1914-18) qu'il a contribué à provoquer 3 ans plus tôt.

Du textile, la grève s'étend rapidement et spontanément à l'ensemble du prolétariat de Pétrograd. Au cri « du pain », s'ajoutent vite ceux de « paix immédiate », « à bas l'autocratie » et « à bas le tsar ». En quelques jours, la grève de masse (200 000 personnes dans les rues) se transforme en insurrection, avec le passage de la garnison à la révolution. Dans la capitale russe, les manifestations se succèdent et s'amplifient pour aboutir en 5 jours à la chute de l'empire soviétique.

Malgré la poursuite de la guerre, la Révolution de février sera suivi d'une très grande euphorie démocratique, contrariée par les agissements des bolcheviks, les partisans de Lénine. Celui-ci s'empare du pouvoir, par un coup d'état, le 6 novembre 1917.

Dès lors la tradition du 8 mars se met en place, associée à la commémoration du premier jour de la Révolution.

Si Trotsky ou d'autres témoins insistent sur le caractère spontané et indiscipliné de cette initiative, d'autres s'en attribueront la paternité et l'organisation. Toujours est-il que la Révolution russe de février vit de grandes mobilisations de femmes et leur rôle fut important par la suite, notamment en politique. Alexandra Kollontaï, première femme au monde à faire partie d'un gouvernement, veut briser le « joug domestique » des femmes en rendant collectives les tâches ménagères.

Même s'il est peu fait référence par la suite à cette grève des femmes en Russie, la tradition de la Journée des femmes se met pourtant en place à partir de cette date révolutionnaire importante.





Nouvel arsenal des policiers et des gendarmes

Les véhicules de patrouilles renforcés

Ces fourgonnettes sont aménagées à partir d'un Trafic Renault ou d'un Expert Peugeot, à l'atelier central (un service de l'État) de Limoges, en Haute-Vienne. Elles sont destinées à patrouiller dans les zones de sécurité prioritaire. Le pare-brise et les bas-côtés résistent à la plupart des tirs provenant d'armes de poing. Les vitres disposent, elles, d'un film leur permettant de ne pas voler en éclats en cas de jets de pierre. Par ailleurs, les jantes sont également renforcées « pour que, même avec des pneus crevés, le véhicule puisse continuer à rouler et se mettre à l'abri. Au total, 280 VPR ont déjà été livrés.

Un camion anti-émeute : Le Bozena Riot

La société slovaque Bozena Security Systems a fabriqué ce fameux « Riot », un puissant camion autant capable de servir de véhicule de transport que de barrière urbaine anti-émeute.

En effet, ce dernier est doté d'un bouclier amovible de trois tonnes comportant des ouvertures destinées à faciliter un tir en provenance des forces armées. Deux échelles sont situées à l'arrière, permettant de grimper au sommet du bouclier sur lequel se trouve une petite plateforme. Au total, ce camion d'une masse de 18 tonnes peut abriter une quarantaine de policiers anti-émeutes.

Véritable outil de contrôle infranchissable, le Bozena Riot est également muni de deux canons à eau (avant et arrière), d'un pistolet à gaz à haute pression et de multiples caméras permettant de surveiller le périmètre depuis le poste de pilotage. Ce poste de pilotage est d'ailleurs plutôt chargé et destiné à contrôler les nombreuses fonctions du camion. Cerise sur le gâteau, le bouclier peut se soulever subitement afin de laisser passer une troupe armée chargeant la foule, mais également s'allonger ou se rétracter sur les côtés et ainsi épouser la largeur d'une rue entière.

Dans la science-fiction, la technologie a beaucoup plus penché vers des dérives sécuritaires que le bonheur des populations et la protection de l'environnement ! Dans la réalité, nous ne sommes plus très loin d'une telle situation avec ce genre de véhicule qui s'avère être un instrument de protection ultra-performant spécialement taillé pour les soulèvements massifs.

Sources : Daily Mail – Gizmodo – Le Journal du Geek

Fouille des bagages dans les transports parisiens

Le préfet de police de Paris, Michel Cadot, a autorisé, mercredi 5 avril entre 7 heures et 22 heures, les officiers de police judiciaire à inspecter et fouiller les bagages dans les transports en commun, ainsi qu'à procéder à des contrôles d'identité selon un arrêté publié sur le site de la préfecture. Cette mesure, qui peut être reconduite jour par jour, fait suite à l'annonce lundi par le ministre de l'intérieur, Matthias Fekl, d'un redéploiement de moyens de sécurité dans les transports en commun après l'attentat qui a fait 14 morts dans le métro de Saint-Pétersbourg.

L'arrêté précise que les officiers de police judiciaire sont également autorisés à « visiter les véhicules circulant, arrêtés ou stationnant sur la voie publique ou dans les lieux accessibles au public sur les lignes, stations, gares, arrêts et couloirs des transports en commun ».

De telles mesures ont déjà été prises dans le cadre de l'état d'urgence, notamment lors de l'arrivée du Tour de France sur les Champs-Élysées en juillet.

Source : Le Monde.fr avec AFP

De nouvelles armes sont livrées en ce moment dans les commissariats et brigades pour renforcer la protection des forces de l'ordre et accroître leur efficacité en cas d'attaque terroriste ou d'émeutes. Il s'agit de l'application de deux plans adoptés par le gouvernement à la suite des attaques terroristes survenues en France : Le plan Bac-Psig, adopté en octobre 2015 qui s'élève à 17 millions d'euros. Il vise à renforcer les équipements des Bac (brigades anticriminalité) de la police nationale et des Psig (pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) avec de nouveaux fusils mitrailleurs, des casques balistiques, des gilets pare-balles lourds et 340 nouveaux véhicules. Ce plan est entièrement mis en œuvre. Le second plan, plus récent (il a été annoncé fin octobre 2016), est aussi plus conséquent : 250 millions d'euros. Davantage d'armes, d'équipements de protection et de véhicules renforcés destinés plus globalement aux policiers et aux gendarmes. Les premiers équipements ont été livrés dans le 93 (Seine-Saint-Denis) dès le 20 décembre. Dans le reste de la France, les matériels continuent d'arriver. Voici ces nouveaux matériels :

Les boucliers balistiques souples

Ils sont dits souples car pliables. Mais ces protections pèsent tout de même 24 kg. Ils peuvent résister à des munitions de calibre 9 mm, 5,56 mm et surtout 7,62 mm, calibre qui correspond au fusil-mitrailleur AK-47, plus connu sous le nom de Kalachnikov. 4 450 boucliers ont été livrés, notamment dans tous les équipages de police secours.

Les gilets porte-plaque

Dotés de quatre plaques métalliques, ils sont plus performants que les simples gilets pare-balles car ils résistent aux tirs de Kalachnikov. Chaque gilet pèse 11 kg. Au total, 11900 de ces gilets ont été livrés.

Le pistolet-mitrailleur HK UMP

De fabrication allemande, ce pistolet-mitrailleur (PM) va remplacer le PM 9 Beretta qui équipait les policiers depuis 1989. Le HK UMP dispose d'un chargeur de 30 cartouches pour un poids d'un peu moins de 2,5 kg. D'ici à la fin juillet, un peu plus de 5 000 PM vont être déployés. Fin mars, 330 armes ont déjà été livrées dans les écoles de police pour que les nouvelles promotions soient formées à son utilisation.

Le fusil d'assaut HK G36

Autre changement de taille : le fameux Famas, fabriqué au début des années 1970 dans la manufacture d'armes de Saint-Etienne, est remplacé par le fusil d'assaut de fabrication allemande, le HK G36 de la firme Heckler and Koch. Avec un calibre de 5,56 mm, cette arme offre une vitesse de balle de 850 m/seconde. Pour la police, il est en mode semi-automatique : coup par coup, ou rafales de deux coups. Son poids : 4,5 kg. 690 fusils d'assaut HK G36 ont été livrés au Bac et Psig afin de renforcer la lutte antiterroriste. « Ces armes permettent de percer les gilets pare-balles. C'est devenu indispensable car désormais les terroristes sont équipés de tels gilets », précise-t-on au centre technique de l'armement à Limoges.

Lanceurs de balles, casques...

Près de 2 300 lanceurs de balles de défense (munitions en caoutchouc) vont également être déployés dans les services. Ces armes sont destinées à remplacer les Flash-Ball, réputés imprécis et plus dangereux. En 2007, un manifestant avait néanmoins été blessé à l'œil avec un LDB 40. Enfin, 6 200 casques balistiques, près de 25 000 couvertures antifeu, 21 400 extincteurs et 24 500 trousses de secours vont être livrés dans les commissariats et brigades.

Source : ouest-France.fr

Brother



Le lourd bilan des violences policières

Il y a un an, l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture) publiait son rapport « L'ordre et la force » relatif à l'usage de la force par les policiers et gendarmes français. Elle dénonçait l'opacité criante des autorités sur le sujet, la dangerosité de certaines armes intermédiaires ou certains gestes d'immobilisation, ainsi que les rares et faibles condamnations prononcées par la justice. Où en sommes-nous depuis ? Malgré leur dangerosité connue, les armes intermédiaires telles que Flashball, LBD40 et grenades de désencerclement restent massivement utilisées. L'ACAT recense à ce jour plus de 50 victimes de ces armes. Les Flashball et LBD40 ont, à eux seuls, causé un décès et 43 blessés graves (dont 21 personnes énucléées ou ayant perdu la vue). Les grenades de désencerclement ont provoqué au moins 7 blessés graves. Ainsi, pour la seule année 2016, Romain Dussaux, qui participait à une manifestation, a été grièvement blessé à la tête et plongé dans le coma après avoir reçu une munition de grenade de désencerclement. Quelques mois plus tard, Laurent Théron perdait un œil à cause de cette même arme.

L'année 2016 a ainsi été marquée par le décès d'Adama Traoré, asphyxié au cours de son interpellation, après qu'il a été immobilisé ventre au sol sous le poids de trois gendarmes.

L'ACAT recommandait en outre que l'usage des armes à feu soit davantage réglementé… Elle dénonçait en particulier les dispositions spécifiques applicables aux gendarmes et en demandait l'abrogation. L'ACAT déplore le fait que, par deux lois successives en juin 2016 et février 2017 (voir chapitre sous cette rubrique), le chemin exactement inverse ait été pris, en élargissant les possibilités d'ouvertures du feu pour les forces de l'ordre.

Concernant les suites judiciaires données aux 89 affaires qu'elle a examinées, l'ACAT recense désormais dix condamnations de policiers ou gendarmes relatives à des faits ayant conduit à des blessures graves ou à des décès. Il s'agit toutes de condamnations à des peines de prison avec sursis, y compris lorsque les agents ont été reconnus coupable d'homicide ou de violences ayant entraîné des infirmités permanentes. Trois de ces peines ont été accompagnées d'une interdiction temporaire de port d'arme (de 1 à 5 ans). Un seul agent s'est vu interdire temporairement d'exercer le métier de policier. À la connaissance de l'ACAT, aucune de ces peines n'a été inscrite au casier judiciaire des agents condamnés. À ce titre, si au cours de l'année écoulée, de nouvelles condamnations de policiers ont été prononcées, dont la récente condamnation de l'agent ayant tué Amine Bentounsi d'une balle dans le dos, l'ACAT note avec préoccupation que l'une des condamnations qu'elle avait recensée a été considérablement réduite en appel. En mars 2015, un policier avait en effet été condamné à 5 ans de prison, dont 3 ans ferme, ainsi qu'à l'interdiction d'exercer le métier de policier, pour avoir violemment matraqué Mickaël Verrelle lors d'une intervention. Ce dernier, devenu infirme, était resté dans le coma entre la vie et la mort durant plusieurs semaines après les faits. Il s'agissait de la seule condamnation à une peine de prison ferme que l'ACAT avait recensée. En mai 2016, la condamnation du policier a été réduite en appel à 3 ans de prison avec sursis, les magistrats ayant retenu comme circonstance atténuante … la personnalité de la victime, monsieur Verrelle, connu pour sa « mendicité agressive ou des faits de violences conjugales ».

Source : acatfrance.fr

Prisons : le nombre de détenus baisse partout en Europe, sauf en France

Alors que le nombre de détenus en France au 1er mars a atteint 69 430 personnes, un nouveau record historique, la population carcérale en Europe connaît une évolution inverse. Selon l'étude annuelle du Conseil de l'Europe publiée le 14 mars, le nombre de personnes détenues dans les prisons européennes a enregistré une baisse de 6,8 % en 2015.

Selon les données du Conseil de l'Europe, le nombre de détenus pour 100 000 habitants est de 98,3 dans l'Hexagone alors que la moyenne européenne est de 134,7. Mais cette moyenne réalisée sur quarante-quatre pays est largement marquée par le poids de la Russie (439 détenus pour 100 000 habitants) et la Turquie (220) qui, à elles deux, totalisent 58 % du nombre des personnes incarcérées dans les établissements pénitentiaires de toute l'Europe.

Si l'on se compare aux pays d'Europe occidentale, la France recourt davantage à la prison que l'Allemagne (77 détenus pour 100 000 habitants), les Pays Bas (53) ou même l'Italie (86) mais moins que la Belgique (113), l'Espagne (137) et surtout le Royaume-Uni (147). Dans ce groupe de sept pays aux traditions carcérales différentes, seule la France connaît ces dernières années une tendance régulière à la hausse du nombre de personnes détenues.

Source : Le Monde

Usage des armes par les forces de l'ordre

Depuis le 28 février 2017, le code de la sécurité intérieure est complété par un chapitre V ainsi rédigé :

« Dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur uniforme ou des insignes extérieurs et apparents de leur qualité, les agents de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale peuvent, outre les cas mentionnés à l'article L. 211-9, faire usage de leurs armes en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée :

1° Lorsque des atteintes à la vie ou à l'intégrité physique sont portées contre eux ou contre autrui ou lorsque des personnes armées menacent leur vie ou leur intégrité physique ou celles d'autrui ;

2° Lorsque, après deux sommations faites à haute voix, ils ne peuvent défendre autrement les lieux qu'ils occupent ou les personnes qui leur sont confiées ; 3° Lorsque, immédiatement après deux sommations adressées à haute voix, ils ne peuvent contraindre à s'arrêter, autrement que par l'usage des armes, des personnes qui cherchent à échapper à leur garde ou à leurs investigations et qui sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;

4° Lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, autrement que par l'usage des armes, des véhicules, embarcations ou autres moyens de transport, dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;

5° Dans le but exclusif d'empêcher la réitération, dans un temps rapproché, d'un ou de plusieurs meurtres ou tentatives de meurtre venant d'être commis, lorsqu'ils ont des raisons réelles et objectives d'estimer que cette réitération est probable au regard des informations dont ils disposent au moment où ils font usage de leurs armes. »

Source : legifrance.gouv.fr

Pucés volontairement !

Ils n'ont plus besoin de badge ni de clé. Huit employés de NewFusion, une société marketing numérique de Malines (Mechelen, en flamand) près d'Anvers (Belgique), accèdent désormais aux locaux de leur entreprise grâce à une puce sous-cutanée.

Six personnes s'étaient portées volontaires en décembre pour cette expérience alors largement relayée par les médias flamands. La puce, un microprocesseur qui fait la taille d'un grain de riz, est insérée entre le pouce et l'index. Elle est poussée sous la peau à l'aide d'une grosse aiguille placée dans une sorte de pistolet. Chaque puce, d'une valeur de 100 euros environ, contient des données personnelles du porteur. Si vous placez un smartphone devant, vous pouvez transmettre vos données de contact immédiatement à quelqu'un. L'utilisation de la puce n'est pas inscrite dans un règlement de travail car l'entreprise n'a pas de … représentation syndicale. La société de marketing n'a pas non plus suscité d'avis juridique.

«C'est un réel danger, a estimé Alexis Deswaef, président de la ligue des Droits de l'Homme. On flique dorénavant les employés au plus profond de leur chair. C'est un outil de contrôle total. On peut savoir à quelle heure l'employé a commencé son service, quand celui-ci a pris sa pause cigarette. On analysera ensuite s'il est assez productif ? Que fera-t-on de cette collecte de données ? Dans le futur, braderons-nous un peu plus nos droits à la vie privée pour plus de sécurité ou de confort ?»

Source : leparisien.fr

Big Brother

L'Allemagne vue d'en bas

Les transformations profondes qu'a subies la situation des classes populaires en Allemagne depuis une quinzaine d'années, avec les réformes Harz et la mondialisation du marché du travail, ne retiennent pas souvent l'attention des grands ni des petits médias. Dans cet interview réalisée en novembre 2016, deux camarades de la revue allemande Wildcat *nous en dressent un tableau en lien avec les événements récents.*

La revue Wildcat est née au début des années 1980. Elle traite des luttes ouvrières et des formes d'organisation autonomes. Sur son site www.wildcat-www.de on trouve de nombreux articles traduits en français, en anglais et dans d'autres langues.



Couverture du n° 99 de la revue Wildcat - hiver 2015:" Bienvenue aux réfugiés!"

Une poussée sensible de la droite

V: Les événements de ces derniers temps montrent qu'une fracture s'est faite au sein de la société allemande. D'un côté on a eu l'élan de « bienvenue », dans lequel un nombre impressionnant (des centaines de milliers) de personnes ont été impliquées, de l'autre les manifs de Pediga et le succès électoral de ce nouveau parti de droite, l'AfD (Alternative für Deutschland). Les gens de droite sont très habiles à exploiter la question sociale, alors que ceux de gauche parlent de culture...

Mais n'est-ce pas aussi parce que la situation de ces classes populaires n'intéresse personne, hors période électorale ? Un peu comme on l'a vu aux États-Unis avec l'élection de Trump.

V: En Allemagne aussi, on ne parle des classes populaires qu'en termes péjoratifs : ils sont hostiles aux immigrés, incultes, ils boivent... Certains journalistes ont pourtant fait une étude un peu plus approfondie qui a remis en cause l'idée qu'ils seraient tous de droite. Parmi les gens ayant participé aux manifestations de Pegida (1) *à Dresde* – un phénomène nouveau en Allemagne, avec au début vingt mille personnes dans la rue – il y a aussi tous ceux qui ne sont jamais écoutés. Sur les vingt mille personnes, il y avait peut-être cinq cents fascistes, les autres étaient simplement des gens en colère qui ne trouvent pas d'autre moyen de se faire entendre.

E: Depuis les manifs ont rassemblé moins de monde : en 2016 il n'y a eu qu'une fois 15.000 à 20.000 personnes, en moyenne on en comptait 2000 à 3000 ; et le 30 janvier il y en avait entre 950 et 1200. Mais les fascistes continuent à mobiliser, ils manifestent tous les lundis à Dresde. Dans ces manifs, on a vu des gens manifester avec des fourches à l'intention d'Angela Merkel, qui n'ont été jamais poursuivis. Les fascistes restent les organisateurs de ces manifs (certains sortent leurs drapeaux, d'autres se mélangent avec les autres manifestants). Ils refusent de parler avec les journalistes (les représentants de la «presse du mensonge», comme ils disent) et de dialoguer avec les hommes ou les femmes politiques.

V: Ils utilisent beaucoup les médias sociaux. Dans les médias sociaux les expressions de droite sont beaucoup plus fortes que leur poids réel dans la société allemande.

E : Il y a eu des tentatives d'organiser des manifs similaires dans d'autres villes, mais elles se sont toujours heurtées à des contre-manifestations.

V: A Stuttgart, nous avons depuis des années des « manifs pour tous », qui sont ultraconservatrices. Elles prennent prétexte de l'enseignement à l'école, qui ferait la promotion de la critique de genre et toutes ces choses-là. C'est un mélange de tous les thèmes de droite, à la fois contre l'homosexualité et pour Poutine, et pourtant la question de l'immigration n'entre pas en ligne de compte. Mais nous avons aussi ce parti, l'AfD – un phénomène qui n'est que relativement nouveau en Allemagne, car chaque fois qu'il y a eu une crise, on a vu apparaître un parti de droite : le NPD dans les années 1960 (en 1968 ils sont entrés aux Parlements de certains Länder, dont le Bade-Wurtemberg), puis, dans les premières années 1990, les Republikaner, qui n'ont cependant jamais fait plus de 8 % aux élections. Mais aujourd'hui l'AfD remporte jusqu'à 20 % des voix, avec des pointes à 25 % à l'Est, et il est probable qu'elle va bientôt entrer au Parlement national. En ce sens, c'est quand même nouveau. L'AfD est née en 2013 comme une forme de protestation contre le sauvetage des banques par l'argent des contribuables et contre l'euro, puis ça a rapidement glissé vers la droite, et maintenant c'est devenu un parti contre l'islam, contre l'immigration...

E: Au début l'AfD était appelée «le parti des professeurs». Les leaders étaient alors des professeurs d'économie et des industriels comme Henkel. Puis la droite y a pris de l'importance et a expulsé ces leaders, et le parti entier a glissé vers la droite.

Quels sont les éléments spécifiques à Dresde qui expliquent l'importance de Pegida ?

V: Il y en a plusieurs, mais je crois que pour l'essentiel, c'est la présence de cette couche moyenne que l'on peut dire «politico-criminelle». Des entrepreneurs faillis qui se sont convertis en dealers. En effet, après la réunification, Dresde (qu'on appelle «la Florence de l'Elbe») a reçu beaucoup d'argent pour restructurer tous ses beaux édifices – elle a maintenant les trams les plus modernes d'Europe... Tout cet argent a nourri cette couche d'entrepreneurs qui ont fait la promotion commerciale de la ville. Ils ont gagné pas mal d'argent pendant vingt ans, mais avec la crise de 2008 tout ça s'est effondré.

E: Ce ne sont pas les pauvres qui manifestent, mais des gens qui ont peur du déclassement, de perdre ce qu'ils ont gagné au fil des années. Ils se perçoivent comme ceux qui ont travaillé et qui maintenant sont perdants: «Tous ces immigrés qui arrivent, ils peuvent rester ici sans travailler, alors que nous qui avons travaillé trente ans nous n'avons plus rien», etc.

Et le comportement des plus pauvres ?

V: Avec les réformes Hartz du marché de travail, ceux qui ont le plus perdu, ce ne sont pas les plus pauvres – eux sont restés au même niveau – mais

[1] *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes (Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident).*

les «avant-derniers» dans l'échelle sociale, ceux qui travaillent quarante heures par semaine mais ne gagnent jamais assez pour pouvoir épargner, s'acheter une maison... («Tu travailles, tu travailles et tu n'as jamais assez«). C'est assez typique du développement en Allemagne.

E: Ces manifestations de droite sont surtout un phénomène de l'Est. Mais il faut dire qu'en 2015, à l'Est il y a eu aussi de nouvelles initiatives pour s'organiser dans les syndicats, mener des grèves. Début 2015 on avait une impression très positive : il semblait que quelque chose bougeait dans les usines à l'Est, que les vieux qui avaient toujours travaillé sans rien revendiquer (ceux qui disaient : « l'important c'est d'avoir un boulot ») étaient maintenant remplacés par des trentenaires, plus qualifiés, qui n'avaient plus peur de revendiquer et commençaient à se mettre en mouvement. Ils se sont organisés dans les comités d'entreprise, ont obtenu des augmentations de salaire... Mais quand ils parlent ils s'expriment comme des gens de droite. Dans notre région du Bade-Wurtemberg, un des gros pôles industriels de l'Allemagne, beaucoup d'ouvriers qualifiés ont voté AfD aux dernières élections régionales.

V: Beaucoup de chômeurs aussi. Et chez les ouvriers, les syndiqués plus encore que les autres. Un sociologue a mené une enquête dans une grande usine automobile proche de Stuttgart. A la question: «Notre société a-t-elle encore les ressources nécessaires pour permettre à tous de s'en sortir?» les ouvriers ont en général répondu non et les employés oui. Et c'étaient les ouvriers les plus organisés qui disaient le plus souvent non. Une situation totalement inverse de celle des années 1970, où c'étaient les ouvriers qui avaient conscience de tout produire et donc de pouvoir faire avancer la société.

C'est directement lié au phénomène migratoire, selon vous ?

V: Oui, c'est lié à la mondialisation. Les électeurs de l'AfD sont ceux qui sont le plus touchés par la mondialisation et qui ne trouvent plus de représentation ni politique ni syndicale. Ils ont manifesté leur mécontentement envers un gouvernement qui, selon eux, donne tout aux réfugiés et ignore les problèmes des gens du pays. Dans le Bade-Wurtemberg, le quartier où le candidat de l'AfD a gagné l'élection avec 30 % des voix, c'est Schönau à Mannheim, qui avait toujours été social-démocrate. Un quartier populaire où habitent des anciens ouvriers de l'usine Alstom (devenue General Electric), qui a fermé, et beaucoup d'immigrés de la deuxième ou troisième génération (50 % de la population du quartier sont des immigrés).

E: Dans le Bade-Wurtemberg, il y a beaucoup d'entreprises qui ont été rachetées par des sociétés chinoises ou des *hedge funds*, qui se sont aussitôt lancés dans les restructurations, en licenciant massivement... Les ouvriers ne se sentent plus représentés. Et c'est bien compréhensible. Quand en 2015 est arrivée cette vague d'immigrés, on n'entendait plus parler que de ça, jamais des problèmes sociaux existants. Dans le Bade-Wurtemberg, le taux de chômage est de 3,6 % – un des plus bas d'Allemagne. On y trouve du boulot, mais mal payé.

V: Pour la première fois depuis la réunification, il y a un Land, la Thuringe, dont le premier ministre est membre du parti Die Linke (un drame absolu pour la droite). La Thuringe est célèbre parce que c'est là d'où viennent les fascistes du NSU qui ont assassiné dix petit patrons immigrés. L'élu, qui est un vieux syndicaliste de l'Ouest et qui a été lui aussi attaqué physiquement par des fascistes pendant des années, ne se perçoit plus que comme le protecteur des réfugiés. Les syndicalistes de gauche lui reprochent de ne rien faire pour les ouvrier, et les syndicats et de tout faire pour la «culture de bienvenue».

Un monde salarial divisé

E: La Thuringe est connue pour les salaires très bas qui étaient versés dans certains coins jusqu'à l'instauration du salaire minimum en 2015. Il faut savoir qu'en Allemagne les contrats syndicaux se négocient au niveau des Länder, et par secteurs. Donc en Thuringe, dans la coiffure ou encore dans les centres d'appels, on pouvait effectivement gagner 3,50 euros brut par heure. L'introduction du salaire minimum a un peu changé la donne (ce n'est qu'en 2018 qu'il deviendra obligatoire pour tous). Depuis le 1er janvier 2017, le salaire minimum est de 8,84 euros l'heure. Mais dans quelques secteurs, ils continuent à maintenir une différence salariale entre l'Est et l'Ouest – vingt-cinq ans après la réunification – , ce qui évidemment alimente la colère.

L'introduction du salaire minimum crée vraiment des problèmes aux petites entreprises ?

E: Ils ont fait une énorme campagne sur ce thème, mais au total pas tant que ça.

V: L'introduction d'un salaire minimum est le résultat de l'affaiblissement des syndicats : ils ne sont plus en capacité d'imposer le salaire des contrats collectifs comme salaire minimum ; c'est pourquoi les syndicats des secteurs faibles (services, agriculture, gastronomie) ont organisé une campagne pour l'introduction d'un salaire minimum légal. A l'Est, dans les secteurs où travaillent beaucoup d'immigrés où l'on pratique beaucoup le travail au noir, comme la restauration, certains ont vu leur salaire doubler. Dans certains secteurs, notamment à Stuttgart, il y a une pénurie très forte de main-d'œuvre. Ils ne trouvent plus personne. C'est pourquoi les industriels réclament l'ouverture des frontières.

E: Dans les hôpitaux par exemple, il manque beaucoup d'infirmières. Les jeunes Allemands n'ont plus envie de faire ce genre de travail, même si c'est un métier où les salaires sont bons. Il est vrai que les conditions de travail sont dures souvent, notamment dans les hôpitaux spécialisés dans la rééducation, qui ont tous été privatisés puis revendus après restructuration et licenciements.

V: C'est vrai dans tout le secteur de la santé (il manque aussi des assistants de médecins, par exemple), mais également dans la logistique (à Stuttgart, il y a quelques exemples de petits entrepreneurs qui ont finalement trouvé chez les réfugiés les bras qui leur manquaient), dans le bâtiment et même dans la métallurgie. Très synthétiquement, disons que, dans la propagande officielle, depuis des années il est question de pénurie de main-d'œuvre qualifiée. Mais en réalité il manque de la main-d'œuvre non qualifiée : dans le nettoyage, les hôpitaux, la logistique, le bâtiment... Une main-d'œuvre disposée à travailler manuellement, durement, en équipes tournantes, etc.

Conflit sur les rémunérations du temps de travail à la Poste fédérale, le 29/05/2015, avec le syndicat VER.DI: 7000 bureaux concernés sur 14 régions.





Manif du mouvement anti-immigration Pegida en 2014 à Dresde

Ici on pense aux métallurgistes comme à des ouvriers qualifiés, syndiqués et bien payés. Les patrons ne rechercheraient-ils pas plutôt une main-d'œuvre plus flexible ?

V: Si tu te bases sur une moyenne, avec la restructuration des entreprises et les « contrats collectifs pour la défense de l'emploi », l'ouvrier qualifié est celui qui a le plus perdu ces dernières années. Mais il y a encore de vieux ouvriers de cinquante ans et plus qui sont bien payés, et c'est d'eux qu'on parle dans les médias. En réalité, en usine on a un million de personnes qui travaillent en intérim, et celles-là gagnent tout juste un euro de plus que le salaire minimum. Ce qui veut dire que, chez Daimler par exemple, elles ne gagnent que la moitié du salaire d'un ouvrier en CDI. Et puis il y a d'autres biais encore, comme le recours à une main-d'œuvre encore plus mal payée à travers la sous-traitance. Pour faire un exemple : l'industrie alimentaire, celle qui a le plus grossi en Allemagne, emploie essentiellement des gens venus de Roumanie ou de Bulgarie, mais sous le statut de travailleurs indépendants. Et pour ce statut il n'y a pas de restrictions légales : tu es « libre »y de travailler soixante heures par semaine à 3 euros l'heure… En Allemagne, il n'y a plus de bouchers, toute l'industrie de la viande ne fonctionne plus qu'avec ces travailleurs venus de l'Europe de l'Est – ce qui explique le mouvement des Bonnets rouges en France, en réaction au succès de l'industrie allemande de la viande, qui détruit les filières françaises mais aussi danoises, italiennes… (souvent les carcasses sont importées en Allemagne pour y être découpées).

Il y a beaucoup d'ouvriers sous statut de travailleur indépendant ?

E: Pour beaucoup d'immigrés d'Europe de l'Est (de la Roumanie ou Bulgarie), ce statut était jusqu'en 2014 le seul moyen de travailler : ils n'avaient pas droit à un permis de travail, mais ils pouvaient se déclarer «entrepreneurs». Depuis trois ans, ils peuvent être salariés, et les salaires – les luttes aussi ! – ont un peu augmenté. Dans les entreprises de logistique sous-traitantes des industries automobiles – qui ne font pas seulement le transport mais aussi une partie du montage – les salariés gagnent un tiers du salaire des ouvriers embauchés directement, alors qu'ils travaillent souvent côte à côte sur les mêmes chaînes. C'est un gros problème en Allemagne : les ouvriers syndiqués et protégés ne sont pas solidaires des intérimaires et des salariés de la sous-traitance qui travaillent avec eux. La plupart ont accepté cette situation pour protéger le noyau de salariés très bien payés qu'ils constituent. Au nom du fait qu'il s'agit de résister à la concurrence, ils ont accepté la logique de la baisse des coûts par recours à l'intérim. Et la politique syndicale non seulement n'a rien fait pour lutter contre ça par la grève, mais a même contribué à renforcer le phénomène. Résultat : une bonne partie de ces ouvriers syndiqués vote maintenant pour la droite…

Des amorces de résistance

Y a-t-il des tentatives d'organisation de défense de ces travailleurs intérimaires, sous des formes nouvelles sans doute ?

E: Pas beaucoup. Il y a bien quelques syndicalistes qui ont organisé une protestation contre cette politique chez Mercedes-Benz à Stuttgart et surtout à Brême, mais c'est le seul exemple.

V: Parmi toute cette masse de réfugiés, immigrés, précaires… il y a des tentatives d'organisation, mais très minoritaires, menées souvent par des syndicats de type anarcho-syndicaliste – mais c'est fait d'un point de vue syndicaliste (tu as une certaine idée de l'organisation et tu cherches à faire des adhérents). Par contre, on ne voit que très peu de tentatives d'organisation venant des ouvriers eux-mêmes. De temps en temps il y a bien des révoltes quand les salaires ne sont pas payés, mais c'est tout.

E: Un exemple plus positif : dans un chantier naval à Papenburg, des ouvriers immigrés ont fait grève et obtenu ce qu'ils voulaient. Et puis on a connu des tentatives de solidarité avec des ouvriers de l'industrie de la viande qui, après des mois de surexploitation, n'avaient pas été payés : un peu partout dans le petit village, des groupes de chrétiens, d'antifascistes… se sont constitués pour les soutenir (les ouvriers ont finalement été payés mais ils ont dû retourner chez eux). Le non-paiement des salaires, c'est assez courant, car en Allemagne cette industrie est de structure mafieuse. Il y a des exemples de dortoirs, voire de camps fermés par des barbelés, où les ouvriers doivent s'entasser mais dont personne n'a connaissance. C'est un système organisé : on attire la force de travail puis on la contraint à travailler en usine, en équipes, et à s'entasser dans ces camps, loin des regards de la population.

V: C'est devenu un scandale le jour où l'un de ces dortoirs est parti en flammes, faisant plusieurs morts chez les ouvriers.

E: Mais il y a aussi des marchands de sommeil chez les vieux propriétaires allemands…

L'impact de l'immigration récente

V: En résumé, disons que, du point de vue du capital allemand, le projet de ces vingt dernières années était d'associer une force de travail très mal payée à des machines ultramodernes. Dans l'industrie automobile, l'industrie navale et celle de la viande, ils ont réussi cette combinaison. C'est, je crois, ce qui fait la différence avec un pays comme l'Italie, où il y a quantités d'immigrés qui travaillent mais pratiquement sans machines.

V: Le gouvernement allemand a été assez habile en interdisant à la Grèce, à l'Espagne, au Portugal, de mettre en place des plans conjoncturels, mais l'arrivée de cette masse de réfugiés a fonctionné comme un plan conjoncturel pour l'Allemagne : ça a créé un nombre considérable de postes de travail. Parce

que tout le monde travaille dans ces camps de réfugiés, comme traducteur, enseignant, travailleur social… Le gouvernement a d'ailleurs très logiquement choisi de fusionner l'administration de gestion des chômeurs *(Agentur für Arbeit)* avec celle des immigrés et des réfugiés *(Bundesamt für Migration und Flüchtlinge*, BAMF). Le président fédéral de l'*Agentur für Arbeit* Weise était jusqu'en janvier 2017 également président du BAMF. Il a commencé à fusionner les services, dans l'idée que, dans les prochaines années, les deux choses vont se rejoindre.

E: On recherche aussi pas mal de gens ayant les compétences leur permettant de faire le tri entre les demandeurs d'asile. Des gens qui, après un stage de deux ou trois semaines, se retrouvent à décider du sort de tous ces réfugiés, à faire le juge, en somme.

V : Mais le gouvernement a dû créer quantité de nouveaux logements : le prix des maisons-containers avait été multiplié par huit en deux mois, et il y a maintenant des entreprises spécialisées dans la construction en deux mois d'immeubles d'habitation préfabriqués dits « maisons de système ». Tout ça a créé une quantité d'emplois d'ouvriers ces deux dernières années. Et pourtant à Berlin, les gymnases continuent à être réquisitionnés en hiver pour loger les nouveaux arrivants, car l'administration n'arrive pas à faire construire suffisamment ni à trouver assez de personnel pour gérer ces camps… En effet, ça a fonctionné comme un grand programme de création d'emplois et, en conséquence, d'augmentation du PIB (celui-ci a crû de 1,5 % avec l'afflux des réfugiés).

Les limites de la culture de « bienvenue »

Ceux qui promeuvent la culture de bienvenue, est-ce qu'ils parlent des conditions de vie et de travail des immigrés, et est-ce qu'ils mènent bataille sur ce terrain ?

E: Le discours de la droite auparavant, c'était : les immigrés vivent à nos dépens sans travailler. Du coup, on a très vite accordé un permis de travail à ceux qui sont reconnus comme réfugiés. Mais ceux qui proviennent d'Albanie, de Somalie… ne peuvent travailler qu'au noir. Et les Allemands qui interviennent dans les camps le savent bien, mais ils n'en parlent pas. Là où l'on peut parler de soutien combatif, c'est quand se produit ce genre de situation de révolte pour non-paiement des salaires. Mais c'est tout. Il y a vingt ans, dans l'ultragauche, il était impossible de parler des conditions de travail des réfugiés qui arrivaient ; cela a un peu changé depuis, car le problème est devenu évident. Les immigrés s'organisent traditionnellement entre eux sur les problèmes du quotidien, souvent sur la base de la nationalité, mais nous ne voyons pas émerger chez eux d'organisation sur un plan politique.

Mais les soutiens, est-ce qu'ils évoquent les questions sociales liées à l'immigration ?

E: Parmi tous ceux qui s'occupent de ces réfugiés, il n'y a pas que des profs et des traducteurs, il y a aussi des gens qui n'ont pas beaucoup d'argent mais sentent le besoin de leur venir en aide. Et ceux-là, quand on parle avec eux, ils font tout de suite le rapprochement avec leur propre situation. Mais ils ne trouvent pas d'écho dans le public et les médias. On n'entend que les voix de droite : «Il y a toujours moins d'argent pour les Allemands, on ne trouve plus de logements pour nous», etc.

C'est un problème de légitimité du discours ?

V: En effet, il est très difficile d'aborder ces questions sans être perçu comme raciste. Que l'arrivée d'un million de réfugiés puisse créer des difficultés, ça ne pouvait même pas se dire… C'était vraiment une question taboue.

Un tabou porté par quelles couches sociales ?

E: Celles qui étaient favorables à cette immigration et qui craignaient le racisme. Mais si on ne parle pas des problèmes, on ne peut pas les résoudre ! Personne ne pouvait critiquer la politique migratoire ; d'ailleurs la gauche soutenait Merkel.

Mais cette gauche, est-ce qu'elle ne correspond pas à une couche sociale qui ignore les problèmes concrets que vivent les gens au bas de l'échelle, simplement parce qu'elle n'y est pas confrontée ?

E: Un exemple : face à la pénurie de logements à prix abordables dans les grandes villes, la droite dit : c'est à cause de l'arrivée des immigrés. Or, les années précédentes on avait déjà du mal à se loger, à cause de la spéculation immobilière ; le prix des loyers a flambé ces derniers temps. Parce que les riches, qui ne savent plus où mettre leur argent, achètent des logements, les restructurent et les louent très cher. Les couches populaires ont du mal à se loger.

V: Quant à la gauche radicale, si elle existe encore, elle ne réussit pas à associer le discours antiraciste à la critique sociale. Elle continue à dire: « Ouvrons les frontières à tout le monde », sans se rendre compte des problèmes que ça crée. Y compris pour les migrants eux-mêmes : il y en a énormément qui veulent rentrer, parce qu'ils n'ont pas trouvé ce qu'ils espéraient trouver, parce qu'ils vivent depuis un an dans un gymnase, séparés des autres par un simple drap, sans aucune intimité… Le discours de cette gauche, c'est : « Nous sommes un pays riche, accueillir des millions de migrants, ce n'est pas un problème », et ça s'arrête là.

Le vaste monde des bas salaires

E: En réalité, l'Allemagne est devenue un pays très inégalitaire. C'est vrai pour les revenus des familles, mais l'inégalité des patrimoines est encore plus forte : la méthode utilisée par Piketty permet de voir que les trois déciles de la population les plus bas dans l'échelle des revenus ne disposent d'aucune épargne, alors que le décile supérieur possède deux tiers du patrimoine. Et pour ce qui est des salaires, entre 22 et 25 % des salariés touchent un salaire inférieur au deux tiers du salaire médian, soit le taux le plus élevé en Europe après la Lituanie. Les réformes Hartz [2] du marché de travail mises en œuvre par le gouvernement social-démocrate-vert à partir de 2003 avaient bien ça comme objectif : créer au sein du monde du travail un secteur à bas salaires. Leur problème, c'était alors que personne ne voulait travailler à un salaire inférieur au montant de l'allocation chômage. Avec les réformes Hartz, ils ont donc réussi à faire baisser les salaires en changeant les règles d'indemnisation du chômage. Avant la loi Hartz IV, il y avait trois types d'allocations pour les sans-travail : l'*Arbeitslosengeld*, sur le principe de l'assurance, donc calculée en fonction du salaire antérieur (60 %, ou 68 % si tu avais des enfants) et versée pendant un an (un an et demi pour les plus de 55 ans) ; ensuite on touchait l'*Arbeitslosenhilfe*, un peu inférieure (53 à 57 % du salaire), mais qui pouvait durer des années ; et la *Sozialhilfe*, « l'aide sociale », était réservée à ceux qui n'avaient pas droit aux deux allocations précédentes. Depuis la loi Hartz IV, tu peux toucher l'*Arbeitslosengeld* sur un an maximum (deux ans pour les plus de 58 ans), puis tu entres directement dans le système d'allocation de base : une allocation égale pour tous, qui est actuellement de 400 euros par mois, plus le montant du loyer (à condition que celui-ci soit considéré comme « adapté »). Donc au bout d'un an, tous les chômeurs retombent à ce niveau de base. Qui peut durer longtemps, à condition que tu prouves que tu cherches du travail – et au bout d'un an tu dois accepter n'importe quel boulot, même s'il ne correspond pas à ta qualification, et même si le salaire proposé est inférieur à l'allocation. Dans ce cas, si tu as une famille ou un conjoint qui ne travaille pas, l'agence pour l'emploi te verse une allocation « complémentaire », ce qui fait que tu peux avoir

[2] Peter Hartz a présidé la commission qui a élaboré la série de lois de réforme mise en œuvre par le gouvernement social-démocrate-vert en 2002. Il était directeur du personnel de Volkswagen et, en 2005, il a dû démissionner en raison d'un scandale de corruption au sein du comité d'entreprise.

de quoi te nourrir et te loger tout en travaillant pour un salaire très bas. Il y a 1,1 million de salariés qui touchent cette allocation complémentaire (mais tous ne travaillent pas à plein temps, car ils font le calcul et s'aperçoivent souvent qu'un plein-temps ne leur apporterait rien de plus). Quant à ceux qui travaillent au salaire minimum, ils n'arrivent pas à 1000 euros net par mois, et avec ça il n'y a pas moyen de s'en sortir, sauf peut-être pour une personne seule – impossible en particulier de s'acheter une voiture, qui est souvent nécessaire pour aller au boulot.

Et puis il y a encore les « mini-jobs »: des boulots à moins de 450 euros net par mois: l'employeur doit verser 30 % de ce salaire aux caisses d'assurance maladie, chômage et retraite (en effet, comme les gestionnaires de ces caisses se plaignaient des pertes de contributions, une loi leur a donné satisfaction), ainsi qu'à l'Église. Mais le salarié, ça ne lui donne droit à rien : pas d'assurance maladie, pas un euro de plus sur ses droits à la retraite. Il y a plein de petites entreprises qui ne fonctionnent que grâce à ce système, dont la procédure est très facile (on fait tout sur Internet). Mais il y a aussi des grands magasins qui ont tout restructuré et licencié les salariés à plein temps pour les remplacer par des gens relevant du système des mini-jobs : des étudiants, des retraités... car ils sont beaucoup plus flexibles. Il y a 7,3 millions de personnes qui travaillent sous ce régime des mini-jobs, dont 2,5 millions le font comme deuxième boulot. Par contre, c'est très facile de combiner les différentes allocations avec un mini-job.

C'est un enjeu sur lequel syndicats et patronat se sont affrontés pendant trente ans. Les syndicats ont toujours été contre le système des mini-jobs. Il a été réduit un temps, mais avec les réformes Hartz il a été relancé pour booster l'emploi. Avant, ces boulots de deuxième ordre, on les appelait *geringfügige Beschäftigung* (emploi insignifiant, créé pour les femmes au foyer qui voulaient contribuer un peu au revenu de la famille), mais avec le terme « mini-jobs » ils ont vraiment fait carrière ! Pour ceux qui ouvrent une petite entreprise, ça paraît normal maintenant de n'embaucher que des mini-jobs, par exemple. Les mini-jobs donnent au travailleur le droit à la maladie, à quatre semaines de vacances, mais avec 450 euros par mois on ne peut pas vivre... Et la plupart ne savent même pas qu'ils ont ces droits. Une enquête récente a révélé que la moitié des « mini-jobbers » ne gagnent pas le salaire minimum. En fait, avec un maximum de 450 euros par mois pour un mini-job et un salaire minimum horaire de 8,84 euros, ils ne devraient pas travailler plus de 50,90 heures par mois. Théoriquement donc, toute augmentation du salaire horaire devrait se traduire pour eux par une réduction du temps de travail. Mais leur situation d'isolement fait que ce n'est pas facile à imposer. En pratique, beaucoup de mini-jobbers travaillent plus, le reste du salaire étant payé au noir, souvent avec leur consentement (ça leur fait moins de cotisations à payer). Au total, les mini-jobs fonctionnent souvent comme couverture du travail au noir.

Des chômeurs sous pression

V: Le système Hartz IV a changé les choses radicalement pour les chômeurs. Avant, tu pouvais dire : c'est à l'agence pour l'emploi de me trouver un travail ; depuis, ça s'est inversé : tu dois signer avec l'agence un contrat où tu t'engages à faire « tout ton possible » pour trouver un travail – et les termes en sont clairement définis : dans quel périmètre tu dois accepter de te déplacer, dans quelle limite de temps tu peux exiger un travail correspondant à ta qualification, et tu dois apporter les preuves de tes recherches pour te justifier. C'est le principe « encourager et exiger » de l'Agenda 2010. L'autre aspect des choses, c'est que tu deviens totalement transparent pour l'administration : tu dois déclarer tout ce que tu possèdes, l'argent, la voiture... ils peuvent te demander de montrer ce que tu as dans ton portefeuille, et ils le font, ils peuvent entrer chez toi, et ils le font... Ils ont créé un nouveau concept juridique, celui de « communauté de besoins ». Pour tous ceux qui ne sont pas mariés et qui déclarent se débrouiller seuls, ils cherchent à prouver le contraire. Au début, ils jouaient carrément la terreur en venant fouiller chez toi, contrôler les brosses à dents... Troisième chose : ils peuvent contrôler ton compte courant, car tu dois avoir dépensé tout l'argent que tu possèdes avant de pouvoir toucher l'allocation. Si tu as touché des indemnités de licenciement, comme c'est souvent le cas, et que tu les as dépensées, ils peuvent te demander de justifier comment tu les as dépensées. A présent d'ailleurs, si tu fais des choses « déraisonnables » – comme offrir une partie de tes indemnités à une personne dans le besoin – ils peuvent évoquer un comportement dépensier pour te refuser l'allocation. C'est un contrôle très, très sévère.

E: Il ne s'applique qu'à ceux qui touchent l'allocation de base. Mais la plupart de ceux qui ont perdu leur boulot ne peuvent pas la toucher au bout d'un an d'*Arbeitslosengeld II (Hartz IV)*, parce qu'ils ont une maison ou simplement un conjoint qui a un salaire... Et pour certaines personnes, c'est un vrai cauchemar de se confronter à cette bureaucratie, du coup elles préfèrent rester chez elles ou chercher à tout prix un autre travail.

V: Bien sûr, il y a des résistances, et ça n'est pas si simple pour eux d'y arriver, mais ça crée un climat où tu es constamment sur tes gardes. Et puis ils changent sans arrêt les lois en pire, du coup il y a plein de livres, d'avocats qui te proposent de t'aider à te défendre... Ça occupe la tête. Mais naturellement, il y a aussi des chômeurs qui sont très doués pour exploiter ce genre de réglementations tordues.

Comment est géré le système de l' allocation de base ? Comme celui de l'allocation chômage ?

V: Un chiffre important pour commencer : plus de la moitié de l'argent versé dans le système Hartz IV n'arrive pas dans les poches des chômeurs, mais dans celles des salariés qui assurent les tâches de contrôle. Les individus de classe moyenne qui, dans les années 1970, travaillaient dans le social, ceux qui voulaient donner un coup de main aux plus démunis, à présent ils travaillent dans ce genre de bureaucratie éléphantesque – ou dans les services secrets, dont la part du marché du travail a terriblement grossi...

E: L'allocation de base et l'allocation chômage relèvent de deux systèmes distincts. Le but des réformes Hartz était de fusionner l'ancienne allocation d'aide aux chômeurs de longue durée *(Arbeitslosenhilfe)* avec l'aide sociale (*Sozialhilfe,* correspondant au RMI). Mais l'*Arbeitslosengeld II* (Hartz IV) est payé par l'État fédéral, alors que l'aide sociale et l'assurance minimum pour les retraités sont payées par les communes. Pour assurer la gestion des bénéficiaires, on a créé des institutions communes à l'agence pour l'emploi et aux communes permettant de contrôler les chômeurs de longue durée, sous le nom de Job Center. Toute personne apte au travail qui demande l'aide sociale est considérée désormais comme « chômeur » et doit se soumettre au régime du Job Center.

L'allocation chômage *(Arbeitslosengeld I)* est payée par l'agence pour l'emploi qui – comme les caisses d'assurance maladie ou les caisses de retraite – a des conseils d'administration locaux composés de représentants bénévoles des travailleurs, des patrons et des collectivités de droit public.

Le gouvernement peut-il imposer ses lois à ces caisses gérées paritairement ?

E: Oui, c'est le gouvernement qui par exemple décide la durée de l'allocation, son montant, etc. Avant la rédaction des lois, il y a évidemment des négociations avec les syndicats. En 2007, le gouvernement de coalition CDU-SPD avait décidé de relever progressivement l'âge de la retraite à 67 ans. Les syndicats étaient

contre, mais ils n'ont pas organisé de luttes – le ministre du travail était alors le social-démocrate Müntefering.

V: Un vieux chef syndical a dit récemment: « Si nous nous étions opposés à l'époque aux lois Harz IV, on vivrait aujourd'hui dans une autre république. » Et c'est vrai. Les syndicats ont collaboré à ce processus car ils étaient convaincus que c'était mieux pour l'industrie allemande...

Y a-t-il des tendances, même très minoritaires, qui cherchent à faire des propositions antagoniques à ce modèle ?

V: L'idée majoritaire, c'est cette maudite proposition de revenu garanti. Ses partisans ne veulent pas comprendre que le revenu garanti, c'est ce que nous avons maintenant ! « Oui, mais nous en voulons un autre, sans contrôle, inconditionnel », qu'ils disent. « Inconditionnel », c'est devenu le mot clé : vivre en paix en recevant des sous, un point c'est tout. Avec la justification que cela financerait toutes ces nobles activités...



Cortège de postiers Ver.di: "Pas de liquidation, la Poste restera la Poste!".

E: En Allemagne, un des promoteurs les plus connus du revenu garanti est un entrepreneur propriétaire d'une chaîne de produits de droguerie, qui se réclame de Rudolf Steiner. Son argument est qu'il y aura toujours dans la société une couche de gens qui ne travaillent pas, donc qu'il vaut mieux les laisser en paix en leur accordant un revenu garanti, tout en contraignant tous ceux qui veulent avoir plus à travailler.

De pauvres retraites

E: Le minimum retraite n'existe pas en Allemagne, il n'existe que le revenu minimum accordé à tous, y compris à ceux qui n'ont jamais travaillé, du même montant que l'allocation de base Hartz IV. Et cela crée de grosses contradictions, parce que beaucoup, les sociaux-démocrates au premier chef, ne trouvent pas juste que ceux qui n'ont jamais travaillé, arrivés à l'âge de la retraite, touchent la même chose que quelqu'un qui a bossé trente-cinq ou quarante ans à bas salaire. Et ce problème, ils ne savent pas encore comment le résoudre. La ministre social-démocrate propose l'instauration d'un minimum retraite pour ceux qui ont travaillé, qui serait de 850 euros, donc supérieur au revenu de base, mais elle a peu de chances de réussir. La pension de retraite est calculée sur toute la carrière, elle est de 47,8 % du salaire. Une personne qui pendant 45 ans a gagné le salaire moyen (aujourd'hui environ 3000 euros brut) touche donc une retraite de 1370,15 euros brut mensuels, ce qui fait, une fois déduits les impôts et les cotisations maladie et dépendance, 1200 euros net. Mais tous les gens qui soit n'ont pas travaillé à plein temps, soit ont connu des périodes de chômage touchent une retraite bien moindre, souvent inférieure à l'allocation de base. La moitié des retraites est inférieure à 700 euros (70 % des prestataires sont des femmes). Ceux qui ne gagnent actuellement que 8,50 euros l'heure toucheront au bout de 45 ans une retraite de 668 euros brut, donc inférieure aux 789 euros d'allocation de base. Ceux qui sont dans ce cas peuvent demander l'allocation de base complémentaire, mais leurs éventuels autres revenus – dont leur retraite privée s'ils en ont une – sont alors déduits.

V: En Allemagne il n'y a jamais eu de luttes contre la réforme des retraites.

C'est paradoxal, pour un pays beaucoup plus syndiqué que la France...

V: Ça s'explique facilement : les syndiqués sont les salariés de l'industrie, des grandes entreprises, du secteur public. Dans tous ces secteurs il existe encore la retraite « d'entreprise », qui s'ajoute à la retraite normale. Ces salariés sont protégés par les syndicats, et n'ont pas ce problème de faible retraite. Sauf qu'aujourd'hui il y a toujours moins de personnes qui travaillent dans la même entreprise de 18 à 65 ans.

E: Dans les prochaines années, ces gens-là vont plus ou moins tous partir à la retraite, donc ce sera fini. D'ailleurs la retraite d'entreprise tend elle aussi à disparaître peu à peu. Vingt ans auparavant, il y en avait dans toutes les grandes entreprises industrielles, parce qu'il fallait bien offrir des avantages



Manifestation de Die Linke à Bremshaven le 29/05/16 Oui à la paix, non à l'OTAN"

pour attirer les ouvriers. Maintenant elle est remplacée par le modèle de l'assurance privée subventionnée par l'État, introduit en 1998 par Riester, un ancien syndicaliste des métallos devenu ministre du travail du gouvernement social-démocrate-Vert de l'époque.

Et quelques mouvements de grève

E: En 2015, il y a eu une vague de grèves qui, en termes de participants, a dépassé tout ce qu'on a connu ces trente dernières années. Dans des secteurs qui autrefois relevaient du service public et qui sont maintenant en voie de privatisation : les chemins de fer (conducteurs), la poste (facteurs), la Postbank, la Lufthansa (pilotes), les écoles maternelles (éducatrices), les écoles (enseignants), les hôpitaux... Ces luttes portaient sur les conditions de travail ou cherchaient à obtenir la reconnaissance des syndicats. Certaines de ces grèves étaient très offensives (conducteurs de trains, éducatrices), mais les éducatrices n'ont pas gagné grand-chose.

A Amazon, le grand syndicat des services Ver.di (Vereinigte Dienstleistungsgewerkschaft) organise régulièrement des grèves depuis trois ans pour obtenir la négociation d'un contrat d'entreprise, mais la direction refuse de négocier, elle va même jusqu'à mobiliser contre le syndicat, prétendant qu'ils payent mieux que les autres entreprises de la logistique – Ver.di soutient qu'Amazon ne relève pas de la logistique mais du commerce, dont les salariés gagnent 2 euros l'heure de plus. C'est devenu un conflit central, car il va décider de la survie ou non du modèle Amazon.



Manifestation de Die Linke, parti issu du parti communiste de RDA, à Bremshaven le 29/05/16 contre les interventions militaires occidentales et pour le droit d'asile: "Droit d'asile au lieu de droit de la guerre", "combat pour la libération au lieu de l'exode, la guerre, la barbarie".

V: Ver.di n'arrive pas à faire comprendre aux ouvriers que ce serait dans leur intérêt d'entrer en lutte. Les salaires d'Amazon, en effet, sont plutôt bons comparés à ceux du même secteur. En fait Ver.di mène cette lutte dans son intérêt propre, pour obtenir une pleine reconnaissance dans l'entreprise, mais pour les ouvriers ça ne changerait pas grand-chose : le salaire serait inscrit comme un droit collectif et non plus seulement individuel, mais c'est tout. A la poste la grève a été un échec cuisant, qu'on a du mal à s'expliquer parce que la mobilisation a plutôt bien marché, les salariés trouvaient là un moyen d'exprimer leur rage, d'après l'amie qui y travaille.

E: L'enjeu de la grève était l'externalisation du service des facteurs. La poste voulait créer une nouvelle entreprise où seraient embauchés des facteurs plus jeunes à des salaires plus bas. Ver.di refusait l'externalisation, mais il a fini par tout accepter, et par signer le contrat avec cette nouvelle entreprise pour les nouveaux embauchés.

V: D'un côté on a des grèves qui peinent à mobiliser comme à Amazon, de l'autre des grèves qui marchent mais se terminent par un échec...

E: A la poste, le problème, c'était que les ouvriers étaient déjà divisés entre d'un côté les vieux salariés, qui étaient très mobilisés, et de l'autre les nouveaux embauchés, tous en CDD, à qui le syndicat a dit de ne pas faire grève pour éviter le licenciement... et qui ont préféré accepter les nouvelles conditions, choisir la sécurité – même si la sécurité pour beaucoup aujourd'hui ça n'existe plus.

V: A Amazon, à la poste, aux télécoms, Ver.di mène la lutte uniquement sur le plan statutaire. Il ne parle pas de l'intensification du travail, de son contenu, etc. Or, dans une étude que j'ai lue, des salariés d'Amazon à qui on demandait pourquoi ils ne faisaient pas grève ont répondu: « Si c'était pour dénoncer le travail forcené et humiliant qu'on nous fait faire, je la ferais. » Les ouvriers se sentent humiliés par ce système américain de commandement à tous les niveaux, et maltraités par ces rythmes de travail infernaux. A la poste aussi, les postiers se plaignent de ne plus pouvoir faire dans les temps la somme de travail qu'on leur impose.

E: Les syndicalistes de Ver.di se soucient surtout de leur rôle de représentation. Ce qui compte pour eux, c'est de ne pas perdre ce rôle, ou d'être reconnus comme partenaires. C'est un peu déprimant, car ces grèves de 2015 avaient énormément mobilisé et étaient porteuses d'espoir. Et dans ces cas-là, quand ça échoue, on peut attendre dix ans avant de voir revenir quelque chose... En ce moment, Ver.di prépare une mobilisation en vue de la négociation d'une convention collective dans les hôpitaux – il ne revendique pas des hausses de salaires, mais un allègement de la charge de travail des infirmier/ères.

Propos recueillis par Nicole Thé

Manif de salariés d'un centre commercial -mall- à Berlin avec la FAU, anarcho-syndicaliste :"Mall de la honte, construit sur l'exploitation!" .

